



RAPPORT ANNUEL

Exercice clos

Le 31 décembre 2025



Société anonyme
6 rue Pauline Kergomard 21000 Dijon

Rapport annuel 2025 comprenant :

- Le rapport du Directoire à l'assemblée générale annuelle
- Le rapport sur le gouvernement d'entreprise
- Le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
- Les comptes annuels de l'exercice 2025

Rapport du Directoire à l'assemblée générale annuelle

CROSSJECT

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de **5 284 455,30 euros**

Siège social : 6 rue Pauline Kergomard - ZAC Parc Mazen Sully - 21000 Dijon

438 822 215 RCS DIJON

(Ci-après la « Société »)

RAPPORT DE GESTION

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

1.	Activité de la Société	3
1.1.	Faits marquants de l'exercice 2025.....	3
1.1.1.	Opérations en capital et ajustements des BSA et OCAs en circulation	3
1.1.2.	Financements non dilutifs	5
1.2.	Évènements concernant la structure juridique de la Société.....	5
2.	Situation de la Société et description de son activité au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025.....	5
2.1	Développement commercial:.....	5
2.2	Industrialisation	6
2.3	Certification réglementaire.....	6
2.4	Communication Corporate :	7
2.5	Gouvernance et rémunération des dirigeants et membres du conseil de surveillance.....	7
2.6	Ressources humaines.....	7
2.6.1	Effectifs	7
2.6.2	Indices RH.....	8
2.7	Éléments financier :.....	8
2.8	RSE.....	10
3.	Évènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice 2025.....	10
3.1	Attribution d'actions gratuites.....	10
4.	Évolution prévisible et perspective d'avenir	10
5.	Activités de la Société en matière de recherche et de développement	11

6.	Transactions avec les parties liées	11
7.	Informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs.....	11
8.	Analyse de l'évolution des affaires au regard du volume et de la complexité des affaires	11
8.1	Description des principaux risques et incertitudes.....	11
8.2	Situation d'endettement au regard du volume et de la complexité des affaires.....	13
8.3	Établissements secondaires.....	13
8.4	Prises de participations et sociétés contrôlées.....	13
8.5	Activité des filiales	13
8.6	Participation des salariés au capital.....	13
8.7	Résultat / affectation	13
8.8	Approbation des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts	14
8.9	Etat récapitulatif des opérations mentionnées à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier réalisées au cours de l'exercice écoulé (opérations sur titres des dirigeants – article 223-26 du Règlement général de l'AMF).....	14
8.10	Évolution du cours de Bourse	15
8.11	Tableau des résultats des 5 derniers exercices.....	15
8.12	Le capital de la société	15
i.	Le capital de la société au 31 décembre 2025.....	15
ii.	Instruments dilutifs.....	15
8.13	L'actionnariat de la société :	17
8.14	Nombre d'actions propres achetées et vendues par la société au cours de l'exercice :.....	17
8.15	Nombre d'actions propres en autocontrôle	17
9.	Autres informations.....	17
	ANNEXE I.....	18
	ANNEXE II.....	19

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte conformément aux prescriptions légales, réglementaires et statutaires à l'effet de vous rendre compte de la situation et de l'activité de la Société et des résultats de notre gestion, au cours de l'exercice social clos le 31 décembre 2025 et soumettre à votre approbation les comptes de cet exercice.

Nous vous précisons que les états financiers qui vous sont présentés

- ne comportent aucune modification en ce qui concerne les méthodes d'évaluation, par rapport à ceux de l'exercice précédent,.
- Respecte les méthodes de présentation des comptes, applicables pour la première fois aux comptes sociaux de l'exercice couvrant la période du 01 janvier 2025 au 31 décembre 2025, du règlement ANC n°2022-06 du 05 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n°2014-03 du 05 juin 2014 relatif au plan comptable général et Règlement ANC 2023-03 du 07 juillet 2023.
- Ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable, et en observant les principes de prudence et de sincérité.

Votre Commissaire aux comptes relate dans son rapport l'accomplissement de sa mission. Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées.

Toutes les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur, ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux, afin que vous puissiez en prendre connaissance.

1. Activité de la Société

1.1. Faits marquants de l'exercice 2025

Les faits marquants de l'exercice 2025 sont les suivants :

1.1.1. Opérations en capital et ajustements des BSA et OCAs en circulation

1/ Modification des OCAs en circulation et émission d'une seconde tranche d'OCAs assimilables (février 2025)

Conformément aux engagements pris dans le cadre de l'opération d'émission d'actions et de bons de souscription d'actions (ci-après les « **BSA** ») de décembre 2024 (voir rapport de gestion portant sur l'exercice 2024) et suite à l'adoption par l'assemblée générale extraordinaire du 31 janvier 2025 de résolutions décidant la modification des termes et conditions des obligations convertibles et/ou amortissables en actions (ci-après les « **OCAs** ») émises le 28 février 2024 et autorisant l'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit du porteur d'OCAs d'une nouvelle tranche obligations convertibles et/ou amortissables en actions assimilables (ci-après les « **OCAs** ») à compter de leur émission avec la première tranche d'OCAs, le Président du Directoire, agissant sur délégation du Directoire et sur autorisation du Conseil de Surveillance, a décidé le 5 février 2025 la modification des termes et conditions de la première tranche des OCAs et l'émission de la seconde tranche d'OCAs, d'un montant en principal de 2 496 000 €, immédiatement assimilable à la première tranche et réservée au porteur d'OCAs. Les OCAs présentant à l'issue de l'émission de la seconde Tranche les caractéristiques suivantes :

- Le prix de conversion de l'ensemble des OCAs était à 1,677 (sous réserve d'ajustement dans les conditions légales et résultant des termes et conditions des OCAs sans pouvoir être inférieur au prix plancher de 1€). Il a depuis été ajusté à 1,655 à compter du 27 juin 2025 suite à l'opération d'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription réalisée en juin 2025 (cf. ci-après)

- Les OCAs sont convertibles à tout moment et arriveront à échéance le 28 décembre 2027. Elles font l'objet d'un amortissement échelonné tous les deux (2) mois, d'un montant en principal de 4500 euros, payable au choix de la Société :
 - soit en espèces, pour un montant égal à 102% du montant de l'échéance d'amortissement,
 - soit en actions ordinaires nouvelles émises dont la valeur est égale à 85 % de la Valeur de Marché des actions (correspondant, à toute date de référence, au cours quotidien moyen pondéré par les volumes le plus bas des actions Crossject pendant la Période d'observation de la Valeur de Marché à cette date de référence, où Période d'observation de la Valeur de Marché signifie, pour toute date de référence (a) (si cette date de référence est un jour de bourse) la période de six (6) jours de bourse consécutifs se terminant à cette date de référence (inclus) ou (b) (si cette date de référence n'est pas un jour de bourse) la période de cinq (5) jours de bourse consécutifs se terminant le jour de bourse (inclus) qui précède immédiatement cette date de référence) dans la limite du prix plancher de 1 euro.
- Elles portent intérêt à un taux de sept (7) % par an. Les intérêts courus seront réglés en même temps que les amortissements et payables au choix de la Société en espèces en cas d'amortissement par la Société en espèces, en actions ordinaires nouvelles émises dont la valeur est égale au prix d'émission des actions dans le cadre de l'amortissement échelonné applicable en cas d'amortissement par la Société en actions ordinaires.

2/ Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription (juin 2025) – Ajustement des OCAs et des BSA

En juin 2025, la société a réalisé une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription d'un montant brut global de 5 725 479,20 euros. L'émission a été réalisée avec un prix de souscription unitaire d'une action nouvelle de 1,40 euro par action.

Le produit brut de l'opération s'est élevé à 5 725 479,20 euros (i.e. une augmentation de capital d'un montant nominal de 408 962,80 euros assortie d'une prime d'émission de 5 316 516,40 euros), par l'émission initiale de 4 089 628 actions nouvelles de 0,10 euro de valeur nominale émises au prix unitaire de 1,40 euro par action nouvelle.

Gemmes Venture, actionnaire de référence du capital a participé à l'opération à hauteur d'un montant total de 62 460 euros, le porteur d'OCAs affilié à Heights Capital Management, inc. à hauteur de 555 645 euros par compensation de sa créance liée à la dernière échéance de l'amortissement des obligations convertibles et Vatel Capital à hauteur de 1 841 518 euros.

A l'occasion de cette opération, les OCAs et les BSA (Code ISIN FR001400UR90) en circulation ont été ajustés :

- Le prix de conversion des OCAs est passé de 1,667 à 1,655 (soit un ratio passant de 59 630,292 à 60 422,957) à compter du 27 juin 2025 (calculs d'ajustement effectués par un Agent de Calcul conformément aux dispositions de l'article L.228-99 3° du Code de commerce et des Termes et Conditions des OCAs sur la base des cours de l'action et du DPS pendant période de souscription),
- La ratio d'exercice des BSA est passé de 1,25 à 1,267 (calculs d'ajustement effectués conformément aux dispositions de l'article L.228-99 3° du Code de commerce et des Termes et Conditions des BSA sur la base des cours de l'action et du DPS pendant période de souscription).

3/ Emission d'obligations convertibles (novembre 2025)

En novembre 2025, la société a réalisé une émission d'obligations convertibles pour un montant de 5 millions d'euros auprès de Vatel Capital.

Cette opération a été réalisée sur le fondement d'une délégation d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires de la Société au profit d'investisseurs au sein d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées (4^{ème} résolution de l'assemblée générale extraordinaire du 31 janvier 2025).

Il existe 3 tranches d'obligations convertibles, portant intérêt en numéraire à des taux annuels compris entre 7,5% et 9,5% sur une durée de 3 à 5 ans et toutes convertibles à tout moment à un prix de conversion fixe de 2,65 euros par action.

Les obligations convertibles peuvent ainsi donner lieu à la création d'un maximum de 1 886 790 actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune soit une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 188 679 euros.

1.1.2. Financements non dilutifs

Le 22 septembre 2025, la société a annoncé l'octroi d'un financement supplémentaire de 11,3 millions de dollars par la Biomedical Advanced Research and Development Authority (BARDA) américaine, portant le financement total du projet ZEPIZURE® à 43,3 millions de dollars. Ces fonds soutiennent les activités réglementaires et de fabrication en vue de l'obtention des autorisations d'utilisation d'urgence (EUA) et de mise sur le marché (NDA) par la Food and Drug Administration (FDA).

Le 24 septembre 2025, la société a annoncé que postérieurement à la clôture du premier semestre 2025, une nouvelle ligne de crédit de 750 000 euros avait été mise en place auprès d'un nouveau partenaire bancaire.

1.2. Évènements concernant la structure juridique de la Société

Durant l'exercice 2025, aucun évènement juridique n'a affecté la structure juridique de la société.

Au 31 décembre 2025, le Directoire était composé de Monsieur Patrick ALEXANDRE (Président) et de Madame Isabelle LIEBSCHUTZ.

Il est rappelé que le mandat du Directoire a pris fin le 17 février 2025. Le Conseil de surveillance du 12 février 2025 a décidé de renouveler Monsieur Patrick ALEXANDRE aux fonctions de membre et de Président du Directoire et Madame Isabelle LIEBSCHUTZ aux fonctions de membre du Directoire. Monsieur Olivier Gire n'a pas été renouvelé dans ses fonctions. Depuis cette date, le Directoire est composé de deux membres.

2. Situation de la Société et description de son activité au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025

2.1 Développement commercial:

En 2025, CROSSJECT a poursuivi la mise en oeuvre de sa stratégie de développement autour de ZEPIZURE®, produit prioritaire du Groupe dans l'épilepsie, tout en continuant à valoriser le potentiel de sa plateforme ZENEO® dans d'autres indications, notamment l'allergie et l'insuffisance surrénalienne.

Dans la continuité des accords de distribution déjà conclus en Europe et en Australie/Nouvelle-Zélande, les équipes de Business Development ont maintenu un effort soutenu de prospection et de

développement de partenariats au travers de nombreux échanges et participations à des salons et congrès spécialisés. Ces démarches ont principalement porté sur l'extension géographique potentielle de la distribution des produits de la Société, en particulier en Asie et en Amérique du Sud.

Parallèlement, CROSSJECT a poursuivi la structuration de sa présence commerciale aux Etats-Unis, en cohérence avec les enjeux réglementaires et de marché liés au développement de ZEPIZURE® sur ce territoire.

S'agissant du programme américain soutenu par la BARDA, l'exercice 2025 a été marqué par la poursuite d'échanges techniques et réglementaires particulièrement soutenus avec cette agence, avec plusieurs sessions de travail par semaine selon les différents volets du dossier. Cette dynamique s'inscrit dans la préparation du dossier d'Emergency Use Authorization (EUA) pour ZENEO® Midazolam 10 mg. Les coûts engagés dans ce cadre sont remboursés à CROSSJECT sur une base mensuelle réelle. Au titre de l'exercice 2025, un montant total de 11,9 M€ a ainsi été facturé par la Société au titre du contrat BARDA n° 75A50122C00031 signé en juin 2022, portant le montant cumulé facturé depuis l'origine du contrat à 28 M€.

L'obtention de l'EUA permettrait, dans un premier temps, d'initier les livraisons à la BARDA de ZENEO® Midazolam 10 mg. Dans un second temps, le dépôt d'un New Drug Application (NDA), attendu ultérieurement, viserait à permettre la commercialisation sur prescription de ZEPIZURE® aux Etats-Unis ainsi que la réponse à d'éventuelles commandes complémentaires du gouvernement américain.

En parallèle, la Société a poursuivi ses interactions avec la Food and Drug Administration (FDA) concernant le programme pédiatrique, afin d'étendre la couverture de la population cible aux patients âgés de plus de 2 ans et pesant moins de 40 kg.

2.2 Industrialisation

CROSSJECT agit comme industriel intégrant et pilote une chaîne de fabrication en trois étapes pour ses auto-injecteurs sans aiguille ZENEO®. En amont, la Société sous-traite la fabrication de composants à des partenaires spécialisés disposant des savoir-faire requis, notamment en injection plastique et métal, formage du verre ou moulage d'élastomères. Les outillages spécifiques sont, en règle générale, détenus par CROSSJECT et intégrés aux installations industrielles des partenaires concernés.

En aval, CROSSJECT s'approvisionne en principes actifs auprès d'industriels spécialisés et les confie à des façonniers (CDMO) experts du mélange et du remplissage de produits liquides stériles injectables. La Société fournit à ces partenaires un kit prêt à remplir composé, d'une part, d'un sous-ensemble pharmaceutique stérile (ZENEO® Nest) préparé et expédié depuis le site de Dijon et, d'autre part, d'un actionneur mécanique assemblé puis expédié depuis le site de Gray.

la date du présent rapport, CROSSJECT dispose déjà d'un outil industriel significatif. Chaque équipement présente sa propre capacité et la capacité de l'ensemble de la chaîne est déterminée par le poste le plus contraignant. La capacité actuelle dépasse 500 000 kits prêts à remplir. Au cours de l'exercice, des travaux ont été poursuivis afin de sécuriser certains équipements, notamment parmi les plus anciens sur le site de Gray, et de réduire progressivement les principaux goulots d'étranglement en fonction des besoins commerciaux et réglementaires.

La rénovation, sur le site de Gray, d'un bâtiment additionnel d'environ 1 000 m², inauguré à l'été 2023, constitue à cet égard un levier structurant pour accompagner la montée en capacité industrielle de la Société. Cet outil doit permettre à terme d'adapter le dispositif de production à des volumes supérieurs à 4 millions d'unités par an.

2.3 Certification réglementaire

Les audits prévus au plan 2025 ont été menés conformément aux exigences du système de management de la qualité de CROSSJECT ainsi qu'aux stipulations contractuelles applicables vis-à-vis des clients et fournisseurs. CROSSJECT n'a enregistré aucun écart critique sur l'ensemble des audits réalisés au titre de l'exercice 2025.

Le certificat de conformité aux Bonnes Pratiques de Fabrication (2021_HPF_FR_193_P_2025), couvrant l'ensemble des opérations pharmaceutiques réalisées par CROSSJECT ou externalisées auprès des CDMO, a par ailleurs été prorogé par l'ANSM au cours de l'exercice 2025. CROSSJECT a également fait l'objet d'une inspection de routine par l'ANSM en janvier 2026, conformément à son autorisation de fabricant 2023_170_1.

En 2025, CROSSJECT a renouvelé sa certification ISO 13485, initialement obtenue en 2022. Le nouveau certificat (MD 735691), délivré par le British Standards Institution (BSI), couvre l'ensemble des activités relatives à ZENEO® réalisées sur le site de Dijon et sur les deux sites de Gray.

Pour concevoir, développer et produire un produit combiné, associant une préparation médicamenteuse stérile à l'auto-injecteur ZENEO®, CROSSJECT doit se conformer à la fois à la réglementation applicable aux dispositifs médicaux et à celle applicable aux médicaments.

2.4 Communication Corporate :

En 2025, CROSSJECT a poursuivi ses efforts de communication financière afin d'accroître sa visibilité auprès des investisseurs et de soutenir la compréhension de ses priorités industrielles, réglementaires et financières.

La Société a notamment procédé à une mise à jour de son site internet et a poursuivi ses échanges avec la communauté financière au-delà des rendez-vous traditionnels de marché. A ce titre, CROSSJECT a organisé une série de non-deal roadshows en Europe, notamment à Copenhague, Munich, Francfort, Genève et Monaco, permettant de présenter la Société à plus de 150 investisseurs.

Cette communication s'est inscrite dans une démarche de pédagogie et de transparence visant à mieux faire ressortir les étapes de développement de ZEPIZURE®, la progression des travaux industriels ainsi que le potentiel de la plateforme ZENEO®.

2.5 Gouvernance et rémunération des dirigeants et membres du conseil de surveillance

Ces informations figurent dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise établi par le Conseil de surveillance. Pour rappel :

- Deux représentants du comité social et économiques assistent au Conseil de surveillance
- S'agissant de la politique de versement de la rémunération des membres du Conseil de surveillance, il est précisé qu'à ce jour, aucune rémunération n'a été mise en place.

En 2025, **10** conseils de surveillance ont eu lieu.

2.6 Ressources humaines

2.6.1 Effectifs

La société a renforcé l'ensemble de ses équipes. Au 31 décembre 2025, la société emploie 103 personnes en France et 2 personnes sur la filiale Crossject US, Inc.

2.6.2 Indices RH

Descriptif de l'indice :	2021	2022	2023	2024	2025	Commentaires
Effectif moyen (en ETP, y compris CDD, intérim, etc.)	99,48	100,55	111,09	112,45	111,96	Avec salarié Crossject US, Inc
Effectif total en fin d'exercice (en ETP, y compris CDD, intérim, etc.)	99,61	102,26	119,18	111,14	112,83	Avec salarié Crossject US, Inc
Effectif permanent fin d'exercice (en ETP)	90,27	93,61	105,05	101,94	99,28	
Effectif non permanent fin d'exercice (en ETP : CDD, interim, apprentis, etc.)	9,34	8,65	13,33	9,2	9,65	
Nombre de recrutements de salariés permanents (en ETP, hors acquisitions)	10,16	7,91	8,46	4,06	9,21	
Nombre de départs de salariés permanents (en ETP, hors cessions)	12,83	5,69	6,54	7,26	8,47	
Evolution nette de l'effectif permanent en ETP à périmètre constant (comparée à N-1)	4,39	3,34	11,44	-3,11	-2,66	
Nombre de recrutements de salariés non permanents (en ETP et hors acquisitions : CDD, apprentis, etc. hors intérim et stagiaires)	2,74	1,67	4,23	2,49	3,62	
Mise en place de restructurations ayant entraîné des licenciements économiques collectifs au cours de l'exercice	Non	Non	Non	Non	Non	
Part de l'effectif non permanent	11,38%	8,65%	11,26%	8,28%	12,01%	
Budget de formation	87 000 €	85 000 €	85 000 €	85 000 €	90 000 €	
Taux de contribution à la formation (budget formation / masse salariale)	2,10%	1,85%	1,60%	1,65%	1,75%	
Nombre moyen d'heures de formation par salarié (Nombre d'heures de formation/ effectif moyen total)	23,07	33,65	23,08	29,82	29,93	
Part des femmes dans l'effectif	62,00%	62,70%	61,54%	59,68%	57,80%	
Part des femmes dans l'effectif cadre	51,39%	49,00%	50,00%	44,00%	48,15%	
Part des femmes dans l'effectif manager	38,09%	36,36%	38,10%	35,00%	42,11%	
Adaptation des conditions de travail en cas de situations familiales/ de santé exceptionnelles pour favoriser le maintien dans l'emploi.	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
Information sur l'écart salarial entre les sexes disponible à tout l'effectif	Non	Non	Non	Non	Oui	
Part des seniors dans l'effectif	17,91%	27,45%	26,50%	25,47%	30,28%	personnes de > 45 ans
Part des salariés en situation de handicap	1,01%	1,96%	2,56%	1,88%	2,75%	
Taux d'absentéisme pour maladie et accidents du travail	3,66%	3,97%	6,29%	4,94%	5,52%	
Taux de fréquence des accidents du travail :	19,84%	11,73%	16,37%	9,68%	11,75%	
Taux de gravité des accidents du travail :	0,06%		0,32%	0,01%	1,19%	
Taux de fréquence des accidents chez les travailleurs intérimaires :	0,00%		423,08%	0	0	

2.7 Éléments financier :

L'exercice 2025 se clôture par un résultat déficitaire de 10 369 k€ euros contre un résultat déficitaire 12 797 k€ euros en 2024. La variation de + 2428 k€, est expliquée principalement par ;

- Les produits d'exploitations en hausse de 1 623 k€

- Les charges d'exploitation (corrigée des charges Exceptionnelles 2024) , en baisse de 962 k€
- Le résultat financier en baisse de 149 k€
- Les dépenses de recherche et développement (Base CIR) se sont élevées à 9 321 k€ pour l'exercice écoulé contre 9419 K€ en 2023.

Les capitaux propres au 31 décembre 2025 s'élèvent à – 4 874 k€ contre – 2 673 k€ en 2024. Pour rappel, l'Assemblée Générale du 27 juin 2024 constatant que les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2023 faisaient apparaître des capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social, s'est prononcée pour la poursuite de l'activité conformément aux dispositions de l'article L. 225-248 du Code de commerce. Au 31 décembre 2025 les capitaux propres n'ont pas été reconstitués

Les principaux éléments du compte de résultat de l'exercice sont les suivants :

	31/12/2025	31/12/2024	Variation	
Production stockée	-144	30	-174	NS
Production immobilisée	2 431	2 783	-352	-12,65%
Subventions	137	1 332	-1 195	-89,71%
Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions	355	944	-589	-62,39%
Autres produits	12 101	8 168	3 933	48,15%
Total des produits d'exploitation (I)	14 880	13 257	1 623	12,24%
Achats de matières premières et autres approvisionnements	1 454	2 004	-550	-27,45%
Variation de stocks (matières premières et autres approv.)	-109	-381	272	-71,39%
Autres achats et charges externes	10 655	10 439	216	2,07%
Sous total achats et autres charges externes	12 000	12 062	- 62	-0,52%
Impôts, taxes et versements assimilés	258	280	-22	-7,86%
Salaires	5 540	5 451	89	1,64%
Cotisations sociales	2 238	2 346	-108	-4,62%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 891	4 847	44	0,91%
Dotations aux provisions	1 225	825	400	48,48%
Autres charges	336	408	-72	-17,65%
Total des charges d'exploitation (II)	26 488	26 219	269	1,03%
3. Résultat d'exploitation I - II	-11 607	-12 962	1 355	-10,45%
Total des produits Financiers (V)	233	480	-247	-51,46%
Total des charges Financières (VI)	1 812	1 910	-98	-5,13%
2. Résultat financier V-VI	-1 579	-1 430	-149	10,42%
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII – VIII)	0	-1 231	-1231	
Impôts sur les bénéfices X	2 818	2 826	-8	-0,28%
BENEFICE OU PERTE	-10 369	-12 797	2 428	-18,97%

2.8 RSE

- La société fait une communication distincte sur ses actions en responsabilité sociétale d'entreprise.

3. Évènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice 2025

À la connaissance de la Société, aucun événement significatif postérieur à la clôture de l'exercice, autre que ceux mentionnés ci-dessous, n'est intervenu et n'est susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2025.

- La Société a perçu, au titre du préfinancement de son Crédit d'Impôt Recherche 2025, un montant net de 1 464 737,49 euros ;
- Le porteur d'OCA affilié à Heights Capital Management, a exercé deux conversions pour un montant global de 905 k€ donnant lieu à la création de 592 525 actions et a demandé qu'une nouvelle conversion d'un montant de 405 000 donne lieu à la création de 244 712 actions soit effective le 1^{er} avril 2025 ;

3.1 Attribution d'actions gratuites

Au cours de l'année 2025, 364 000 actions ont été définitivement acquises aux bénéficiaires dont 4 000 par cession des actions auto détenues et 360 000 actions par créations d'actions nouvelles.

Au 31 décembre 2025, 990 700 actions attribuées gratuitement sont en cours d'acquisition et pourront se traduire par une augmentation de capital si les conditions d'acquisition sont respectées.

4. Évolution prévisible et perspective d'avenir

Depuis la signature, en juin 2022, du contrat conclu avec la BARDA, CROSSJECT a franchi plusieurs étapes importantes dans l'exécution de sa feuille de route industrielle, réglementaire et commerciale. Sous réserve du bon déroulement des prochaines étapes opérationnelles, réglementaires et financières, la Société entend poursuivre en 2026 les priorités suivantes :

- la poursuite de l'exécution du programme prévu dans le cadre du contrat conclu avec la BARDA, dont le montant total pourrait atteindre 155 M\$ en cas d'exercice de l'ensemble des options prévues ; dans ce cadre, la Société poursuit son objectif de démarrage des premières livraisons en 2026, sous réserve notamment de l'obtention d'une autorisation d'utilisation d'urgence (Emergency Use Authorization – EUA) par la Food and Drug Administration (FDA) ;
- la poursuite des travaux réglementaires, techniques et industriels nécessaires à la préparation des prochaines demandes d'autorisation portant sur les 3 indications prioritaires du portefeuille et ce en 2027 ;
- la montée en puissance des activités préparatoires à la commercialisation directe de certains produits aux États-Unis, en particulier ZEPIZURE® (Epilepsie), dans la continuité du renforcement de l'organisation locale ;
- la poursuite de la sécurisation et de l'adaptation des capacités industrielles, notamment au travers de la réduction progressive des goulots d'étranglement en fonction des besoins commerciaux anticipés ; à cet égard, la mise en service du bâtiment additionnel de 1 000 m² sur le site de Gray constitue une étape structurante ;

- la poursuite du reconditionnement et de l'amélioration des équipements industriels les plus anciens, en particulier sur le site de Gray ;
- le renforcement de la chaîne industrielle par l'intégration de nouveaux façonniers (CDMO) pour les opérations de fill/finish, afin d'accroître les capacités disponibles et de renforcer la robustesse de l'organisation industrielle ;
- la poursuite des discussions commerciales relatives aux produits prioritaires du portefeuille, avec l'objectif de conclure de nouveaux accords au fur et à mesure de l'avancement des programmes.

Dans ce contexte, la Société demeure particulièrement attentive à la sécurisation de ses ressources financières, à l'optimisation de sa structure de financement et à la préparation des conditions de génération de revenus sur la période 2027-2029.

5. Activités de la Société en matière de recherche et de développement

Les frais immobilisés correspondent aux coûts supportés pendant les phases de développement et de tests, . l'exclusion des phases d'analyse préalable. Ils comprennent les salaires et charges sociales des ingénieurs et techniciens de développement (basés sur des feuilles de temps individuelles et mensuelles) et les coûts de sous-traitance liée. Ils sont inscrits . l'actif dès que la société a suffisamment de visibilité sur les moyens de les finaliser et de les commercialiser.

Ces frais de développement sont amortis à partir de leur comptabilisation à l'actif. A chaque clôture, les perspectives de ventes futures sont analysées afin de vérifier qu'il n'y a pas lieu de procéder à des amortissements complémentaires, des dépréciations ou une revue du plan d'amortissement.

Les frais de développement relatifs aux développements pharmaceutiques, ne correspondant pas aux critères d'activation et les frais de recherche sont comptabilisés en charges d'exploitation courantes au fur et à mesure de leur engagement.

6. Transactions avec les parties liées

Au cours de l'exercice, notre filiale Crossject US a facturé des prestations de Business développement qu'elle réalise outre Atlantique pour un montant de 774 k€

7. Informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs

En application des dispositions de l'Article D. 441-6 I .1° du Code de commerce le détail des Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu est présenté en annexe II.

Dans la mesure où il n'existe aucune facture due au 31 décembre 2025, le tableau sur les factures émises prévu à l'Article D. 441-6 I .2° est sans objet.

8. Analyse de l'évolution des affaires au regard du volume et de la complexité des affaires

8.1 Description des principaux risques et incertitudes

Dans la continuité de la stratégie annoncée donnant la priorité aux médicaments d'urgence et au marché américain, Crossject s'est fixé pour objectif la signature d'accords de licence avec pour corolaire le versement de rémunération forfaitaire dites « upfront ». Si la société a lancé différentes initiatives dans ce domaine soit par ses propres moyens soit en mandatant des acteurs spécialisés, Crossject ne peut exclure que la signature de ces accords soit retardée ou que ces accords ne soient pas conclus à des conditions qu'elle juge acceptables aujourd'hui. La non-signature de ce type d'accords aurait ainsi des effets défavorables sur la situation financière et le développement de la société. De même, si Crossject était amenée à conclure dans le futur des partenariats à des conditions dégradées, ses perspectives d'activité et de rentabilité en seraient impactées.

Plus largement, Crossject rappelle que :

- Bien qu'ayant simplifié et internalisé un certain nombre d'opérations spécifiques, sa capacité de fabrication d'injecteurs sans-aiguille est dépendante de partenariats industriels avec des sous-traitants.
- Sur le marché très dynamique des dispositifs médicaux destinés à l'auto-administrations de médicaments par injection, la Société est en concurrence avec d'autres acteurs dont la taille et les ressources peuvent être supérieures aux siennes.
- Par ailleurs, la société doit obtenir de la part des Autorités de Santé américaines ou européennes des Autorisations de mise sur le marché en vue de la commercialisation de ses produits.
- Compte tenu de ses activités, la société n'est pas directement impactée par les événements en Ukraine et en Israël mais ne peut exclure des impacts directs ou indirects liés au contexte géopolitique actuel.
- Crossject est également confronté à des risques financiers. Le risque lié aux pertes historiques de la Société est un risque financier important compte tenu de la nécessité pour la Société de maintenir ses efforts de développement au travers des différentes études et de la fabrication des lots de produits nécessaires à l'obtention des Autorisations de mise sur le marché. Ce risque lié à la continuité d'exploitation constitue ainsi le principal risque financier.

Au 31 décembre 2025, Crossject dispose d'une trésorerie de 5,08 M€ (7 millions d'euros au 31 décembre 2024). En complément de sa trésorerie disponible au 31 décembre 2025, la Société dispose de ressources financières complémentaires certaines telles que :

- Le remboursement du crédit d'impôt recherche 2025 pour un montant de 2,8 millions d'euros ;
- Le préfinancement du crédit d'impôt recherche au titre de premier semestre 2026 pour un montant estimé à 1,4 millions d'euros ;
- Les facturations mensuelles des activités contractuelles liées au développement réglementaire de Zénéo® Midazolam auprès de la BARDA.

Par ailleurs, selon les échéances contractuelles, les remboursements d'emprunts (hors intérêts) et avances remboursables sur l'exercice 2026, s'élèveront à 8,5 millions d'euros (dont 2,8 millions d'euros potentiellement remboursable en actions, sans effet sur la trésorerie et à la seule initiative de la société dans le cadre du contrat d'obligations convertibles HCM).

La société travaille activement sur plusieurs initiatives visant à renforcer, à très court terme, sa trésorerie et étendre son horizon de financement à plus de 12 mois.

Dans le cas où ces financements complémentaires ne seraient pas obtenus, la société bénéficie du soutien financier de son actionnaire de référence Gemmes Venture.

La Société poursuit également ses travaux en vue d'obtenir l'Emergency Use Authorization (EUA) auprès de la Food and Drug Administration (FDA), laquelle constitue son objectif principal à court terme. L'obtention de cette autorisation conditionne notamment la mise à disposition d'un financement bancaire complémentaire de 2,0 millions d'euros, ainsi que le démarrage des premières ventes commerciales dans le cadre du contrat BARDA.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, l'hypothèse de continuité d'exploitation a été retenue par le Directoire au 31 décembre 2025.

8.2 Situation d'endettement au regard du volume et de la complexité des affaires

Les dettes comptabilisées au 31 décembre 2025 (avec le comparatif 2024) sont les suivantes :

Dettes en €	2025	2024
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 400	4 554
Dettes fiscales et sociales	1 603	1 700
Total	6 003	6 254

Les échéances courantes à moins d'un sur les avances remboursables et les emprunts bancaires s'élèvent respectivement à 2 365 k€ et 3 336 k€.

8.3 Établissements secondaires

La Société dispose d'un établissement secondaire à Gray et deux à Arc les Gray.

8.4 Prises de participations et sociétés contrôlées

Aucune prise de participation dans l'exercice

8.5 Activité des filiales

La Société est actionnaire unique de CROSSJECT PHARMA, qui est à ce jour sans activité.

La société est actionnaire unique de Crossject USA, Inc filiale à 100% - effectif : 1. Cette société a été créée afin de développer les relations commerciales et scientifique de Crossject sur le continent américain.

8.6 Participation des salariés au capital

La participation des salariés au capital de la Société, au sens de l'article L. 225-102 du Code de commerce, est égal à 0, 23 % du capital au dernier jour de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

8.7 Résultat / affectation

L'affectation du résultat de notre société que nous vous proposons est conforme à la loi et à nos statuts. Nous vous proposons :

- D'affecter l'intégralité de la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'élevant à 10 367 735,25 euros, au compte « Report à nouveau », qui est ainsi porté d'un montant débiteur de – 8 391 083,15 euros à un montant de – 18 758 820,40 euros.
- D'apurer partiellement ledit poste « Report à nouveau » débiteur, par imputation à hauteur de 7 500 000 euros sur le poste « Prime d'émission, de fusion, d'apport » qui serait ainsi ramené de 7 768 071,53 à 268 071,53 euros ;
- De constater qu'en conséquence de cette imputation, le poste « Report à nouveau » s'élèvera désormais à un montant débiteur de – 11 258 820,40 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous signalons qu'il n'est intervenu aucune distribution de dividende ni revenu au titre des trois derniers exercices.

Pour rappel, l'Assemblée Générale du 27 juin 2024 avait constaté que les comptes annuels au 31 décembre 2023 faisaient apparaître des capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social et statuant conformément aux dispositions de l'article L. 225-248 du Code de commerce, avait décidé de ne pas prononcer la dissolution anticipée de la société. Il est précisé que les capitaux propres au 31 décembre 2025 n'ont pas été reconstitués

8.8 Approbation des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts

La Société, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, a engagé des dépenses et charges non déductibles visées à l'article 39-4 du Code général des impôts, à concurrence de 21 634 euros, l'impôt correspondant s'élevant à 5 498 euros. Il vous sera demandé d'approuver ces montants.

8.9 Etat récapitulatif des opérations mentionnées à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier réalisées au cours de l'exercice écoulé (opérations sur titres des dirigeants – article 223-26 du Règlement général de l'AMF)

A la connaissance de la société, le récapitulatif des opérations sur titres mentionnées à l'article L.621-18-2 du Code monétaire et financier réalisées au cours de l'exercice écoulé est le suivant :

Nom et prénom	Patrick ALEXANDRE
Fonctions exercées au sein de l'émetteur	Président du Directoire
Acquisition d'actions gratuites le 19 février 2025 : Nombre total d'actions attribuées gratuitement :	300 000

Nom et prénom	Eric NEMETH et personnes qui lui sont liées
Fonctions exercées au sein de l'émetteur	Membre du Conseil de surveillance

Souscription d'actions le 20 juin 2025 :	
Nombre total de titres :	15 871
Prix moyen :	1,4000 €
Montant total :	22 219,40 €
Souscription d'actions le 26 juin 2025 :	
Nombre total de titres :	3 215
Prix moyen :	1,4000 €
Montant total :	4 501,00 €
Souscription d'actions le 1^{er} juillet 2025 :	
Nombre total de titres :	13 386
Prix moyen :	1,4000 €
Montant total :	18 740,40 €
Souscription par une personnes liée le 20 juin 2025 :	
Nombre total de titres :	1 075
Prix moyen :	1,4000 €
Montant total :	1 505,00 €
Souscription par une personnes liée le 26 juin 2025 :	
Nombre total de titres :	1 182
Prix moyen :	1,4000€
Montant total :	1 654,80 €

8.10 Évolution du cours de Bourse

Le cours de bourse de la société au 31 décembre 2025 était de 2,19 € (cours de clôture). Au 31 décembre 2024, il était de 2,18 € (cours de clôture).

8.11 Tableau des résultats des 5 derniers exercices

En application des dispositions de l'article R 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats au cours des cinq derniers exercices figure en Annexe I.

8.12 Le capital de la société

i. Le capital de la société au 31 décembre 2025

Le capital social s'élevait au 31 décembre 2025 à 5 225 202,80 euros et était divisé en 52 252 028 actions ordinaires de 0,10 euro de valeur nominale.

Au jour de l'établissement du présent rapport, le capital s'élève à 5 284 455,30 € et est divisé en 52 844 553 actions ordinaires de 0,10 euro de valeur nominale.

ii. Instruments dilutifs

- Au 31 décembre 2025, les instruments dilutifs sont composés de :

○ **BSA**

Au 31 décembre 2025, 3 635 506 BSA étaient en circulation. Suite à leur ajustement effectué dans le cadre de la réalisation de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, chaque BSA donne le droit de souscrire 1,267 action nouvelle au prix de 2,25 euros l'action, soit un nombre maximum de 4 606 186 actions nouvelles (hors ajustements).

Pour rappel, ces BSA sont cotés sur Euronext Growth (Code ISIN FR001400UR90).

○ **Actions Gratuites**

Les actions attribuées gratuitement en période d'acquisition étaient les suivantes :

Situation au 31 décembre 2025				
Date de l'attribution	Actions attribuées gratuitement	Actions ayant fait l'objet d'une attribution définitive	Attributions caduques	Actions restantes n'ayant pas encore été attribuées définitivement
Attributions soldées	144 100	109 625	34 475	0
20-avr-20	150 000	53 666	64 834	31500
05-mars-21	29 436	5 236	0	24 200
07-juin-23	440 000	440 000	0	0
23-juin-23	480 000	20 000	110 000	350 000
15-avr-24	35 000	0	0	35 000
10-oct-24	450 000	0	0	450 000
26-juin-25	100 000			100 000
Total	1 828 536	628 527	209 309	990 700

Depuis la clôture, aucune action n'a été attribuées gratuitement définitive.

○ **OCA's**

- Au titre de l'ensemble des OCA's détenus par Heights Capital Management en circulation à la clôture, le nombre d'action potentiel est compris entre 2 773 413 et 4 589 998 :
 - 2 773 413 actions maximum, en cas de conversion par l'Investisseur de la totalité des 102 OCA's au prix de conversion de 1,655 euros (lequel est susceptible d'ajustements), et,
 - 4 589 998 actions maximum, en cas d'option par la société pour un amortissement en actions nouvelles des 102 OCA's (au prix plancher de 1 euro et dans la limite de détention de 9,99% du capital de la Société par l'Investisseur)

Au jour de l'établissement du rapport, suite à la conversion de 22 OCA's en 592 525actions nouvelles, et à une demande de conversion a effectuer avant le 1^{er} avril de 10 OCA's en 244 712 actions nouvelles, 70 OCA's étaient en circulation représentant un montant en principal de 3 240 000.

- Au titre des Obligations émises en novembre 2025 auprès de Vatel
 - Les obligations convertibles peuvent donner lieu à la création d'un maximum de 1 886 790 actions ordinaires nouvelles. Le prix de conversion des Obligations Convertibles a été fixé à 2,65 euros par Action Nouvelle, soit une prime de conversion de de 9,8% par rapport à

une moyenne pondérée des cours de clôture sur les 10 derniers jours et 20,5% sur une moyenne pondérée des cours de clôture sur les 20 derniers jours, au 13 Novembre 2025.

8.13 L'actionnariat de la société :

A la connaissance de la Société, et au vu des informations reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code de commerce, les personnes détenant directement ou indirectement plus de 5%, de 10%, de 15%, de 20%, de 25%, de 33,33 %, de 50%, de 66,66 %, de 90%, ou de 95% du capital social ou des droits de vote sont, au 31 décembre 2025, les suivantes :

Actionnaires	En capital	En droits de vote
Détenant plus de 5%	Vester Finance	Vester Finance
Détenant plus de 10%		
Détenant plus de 15%		
Détenant plus de 20%	Gemmes Venture	
Détenant plus de 25%		Gemmes Venture
Détenant plus du tiers		

A la connaissance de la société, il n'y a pas eu de modification significative de l'actionnariat au cours de l'exercice et depuis la clôture.

8.14 Nombre d'actions propres achetées et vendues par la société au cours de l'exercice :

Dans le cadre d'un programme de rachat d'actions, la Société a procédé entre la date d'ouverture et de clôture du dernier exercice, aux opérations d'achat et de vente d'actions propres, comme suit :

- Nombre d'actions achetées : 1 542 460
- Cours moyen des achats : 1,82 €
- Nombre d'actions vendues : 1 595 086

Au 31 décembre 2025, la société ne détenait aucune action auto détenues dans le cadre de son contrat de liquidité

Les actions détenues par la société n'ont fait l'objet au cours de l'exercice d'aucune réallocation à d'autres finalités depuis la dernière autorisation consentie par l'assemblée générale.

8.15 Nombre d'actions propres en autocontrôle

La société détient 66 689 actions propres représentant 0,1263 % du capital au 31 décembre 2025 reçues à l'occasion de la fusion de la société avec CIP intervenue en juin 2014.

Elles sont valorisées à 694K€ à l'actif en valeur d'apport et 146k€ sur la base du cours au 31 décembre 2025.

9. Autres informations

La Société n'a fait l'objet d'aucune sanction ou injonction édicté par l'Autorité de la concurrence au titre de l'article L. 464-2 du Code de commerce.

Elle n'exploite pas d'installation visée à l'article L. 515-8 du Code de l'environnement.

Le Directoire

ANNEXE I**Résultats de la Société au cours des 5 derniers exercices**

	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
Durée exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
I. Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	5 225 202,80	4 553 922,70	3 676 325,20	3 651 891,10	2 604 371,10
b) Nombre d'actions émises	52 252 028	45 539 227	36 763 256	36 518 910	26 043 711
c) Montant des obligations convertibles en actions	9 590 000	5 460 000			
II. Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes			145 328	953 722	912 289
b) Bénéfice avant impôt mais avant amortissements et provisions	-7 455 089	- 10 401 265	-8 442 322	-7 673 893	- 7 545 696
c) Impôt sur les bénéfices	-2 817 508	- 2 825 822	-2 866 762	-2 222 728	-1 817 916
d) Bénéfice après impôt mais avant amortissements et provisions	- 4 637 581	- 7 575 443	- 5 575 560	-5 451 165	- 5 727 780
e) Bénéfice après impôt	-10 367 737	- 12 795 527	-8 638 726	-11 156 829	- 10 805 805
f) Montant des bénéfices distribués					
g) Participation des salariés					
III. Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt mais avant amortissement					
b) Bénéfice après impôt mais avant amortissement					
c) Dividende versé à chaque action					
IV. Personnel					
a) Nombre de salariés	103	101	110	93	94
b) Montant de la masse salariale	5 540 701	5 451 137	5 323 251	5 121 456	4 262 144
c) Montant des sommes versées au titres des organismes sociaux	2 237 141	2 345 833	2 390 897	2 302 095	1 920 696

ANNEXE II

FACTURES RECUES NON REGLEES A LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE dont le terme est échu (Article D.441-6)

	Article D. 441-I .1° : Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées						
	239					186
Montant total des factures concernées <i>TTC</i>	2 265 k€	667 k€	103 k€	29 k€	3k€	803 k€
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice <i>HT</i>	18,17%	5,51%	5,85%	0,24%	0,02%	6,62%
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice						
<i>HT</i>						
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues	92					
Montant total des factures exclues (préciser <i>HT</i> ou <i>TTC</i>)	779 k€ TTC					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-10 ou article L. 441-11 du Code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais fournisseurs					

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

CROSSJECT

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 5 284 455,30€

Siège social : 6 rue Pauline Kergomard - ZAC Parc Mazen Sully - 21000 Dijon

438 822 215 RCS DIJON

(Ci-après la « **Société** »)

RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Exercice clos le 31/12/2025

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Convoqués en Assemblée générale annuelle conformément à la loi et aux statuts, vous venez de prendre connaissance du rapport du Directoire et des rapports du Commissaire aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Conformément à l'article L. 225-68 du Code de commerce, nous avons établi un rapport sur le gouvernement d'entreprise joint au rapport de gestion. Ce rapport inclut les informations mentionnées à l'article L. 225-37-4 du Code de commerce, ainsi que les observations du Conseil de surveillance sur le rapport du Directoire et sur les comptes de l'exercice.

1. Observations du Conseil sur le rapport du Directoire et les comptes de l'exercice

Le rapport du Directoire à l'Assemblée générale n'appelle pas de remarque particulière de la part du Conseil de Surveillance.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils vous ont été présentés après avoir été examinés, n'appellent pas d'observation de la part du Conseil de Surveillance.

En application des règles légales, et au-delà de l'examen des comptes annuels et du rapport du Directoire au sujet desquels il vient de vous faire ses observations, le Conseil de Surveillance entend périodiquement, et au minimum tous les 3 mois, le Directoire sur la marche de la société.

Le Conseil de Surveillance n'a pas d'observation à formuler sur le rapport du Directoire et sur les comptes de l'exercice.

2. Renouvellement du commissaire aux comptes

Il est rappelé que le mandat de commissaire aux comptes titulaire de PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT arrive à échéance à l'issue de la prochaine Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Le commissaires aux comptes titulaire PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT ayant informé la direction qu'il ne souhaitait pas être renouvelé, le Conseil de surveillance charge le président du directoire pour faire une consultation afin de lui présenter des propositions avant le 23 avril 2026.

3. Autorisations préalables du Conseil de Surveillance au cours de l'exercice

Il est rappelé qu'en application de l'article 24 des statuts, le Conseil de surveillance autorise le Directoire préalablement aux opérations suivantes :

- les investissements et engagements de dépenses supérieurs à 1 million d'euros,
- les acquisitions et cessions de participations,
- les émissions de valeurs mobilières, quelle qu'en soit la nature, susceptibles d'entraîner une modification du capital social.

Au cours de l'exercice 2025, dans ce cadre, le Conseil de surveillance a notamment autorisé le Directoire :

- Modifier les termes et conditions des OCAs émises le 28 février 2024 conformément aux termes de la neuvième résolution de l'assemblée générale extraordinaire du 31 janvier 2025 et à mettre en œuvre la délégation de compétence consentie par la même assemblée dans sa 10ème résolution et à procéder à une émission d'obligations convertibles en actions nouvelles et amortissables (OCAs) de la nouvelle tranche avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de CVI INVESTMENTS INC représenté par Heights Capital Management, Inc.
Ces opérations ont été réalisées par décision du Président du Directoire du 5 février 2025 agissant sur subdélégation du Directoire du 3 février 2025.
- Mettre en œuvre la délégation consentie par l'assemblée générale du 27 juin 2024 dans sa 7ème résolution à caractère extraordinaire ainsi que, le cas échéant, l'autorisation consentie par cette même assemblée dans sa 13ème résolution, et à procéder à une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription par émission d'actions ordinaires nouvelles.
L'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel a été décidée par le Président du Directoire le 4 juin 2025 agissant sur subdélégation du Directoire du 19 mai 2025 et s'est élevée à 408 962,80 euros en nominal avec une prime d'émission de 5 316 516,40 euros.
- Mettre en œuvre la délégation consentie par l'assemblée générale extraordinaire du 31 janvier 2025 dans sa 4ème résolution et à procéder à l'émission d'obligations convertibles avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'investisseurs entrant dans la catégorie définie par l'assemblée.
Dans ce cadre, le Directoire du 14 novembre 2025 a décidé l'émission par la Société de 5 000 000 d'obligations convertibles en actions d'un euro de valeur nominale soit un montant nominal global d'emprunt obligataire de 5 000 000 d'euros, réparti en 3 tranches, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'investisseurs.
- mettre en œuvre l'autorisation consentie par l'Assemblée Générale du 26 juin 2025 dans sa treizième résolution, lors de sa séance du 24 septembre 2025, en attribuant 600 000 actions gratuites et en arrêtant la liste des bénéficiaires et le règlement du plan d'attribution.

4. Mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux

En application des dispositions de l'article L. 225-37-4, 1° du Code de commerce, nous vous prions de trouver ci-après deux tableaux récapitulant la liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux durant l'exercice clos le 31 décembre 2025 :

Membres du Directoire :

A la connaissance de la société, la liste des mandats et fonctions des membres du Directoire ayant exercé cette fonction au cours de l'exercice, était la suivante au 31 décembre 2025 :

Mandats et fonctions des Membres dont le mandat est en cours au 31 décembre 2025 :

Membres du Directoire Au 31/12/2025	Fonction principale dans la Société	Autres mandats et fonctions exercés
Patrick ALEXANDRE	Président du Directoire	Membre du Conseil d'administration du Pôle des Microtechniques
Isabelle LIEBSCHUTZ	Membre du Directoire	Directeur qualité et réglementaire Directrice Générale Déléguée de Crossject Pharma

Mandats et fonctions des membres dont le mandat a pris fin au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 :

Olivier GIRE	Membre du Directoire Jusqu'au 17 février 2025	Directeur commercial jusqu'au [17 février 2025]
--------------	--	--

Les mandats de membres du Directoire ont pris fin le 17 février 2025. Le Conseil de surveillance du 12 février 2025 a décidé de renouveler Monsieur Patrick ALEXANDRE aux fonctions de membre et de Président du Directoire, et Madame Isabelle LIEBSCHUTZ aux fonctions de membre du Directoire, pour une durée de quatre ans à compter du 17 février 2025, et arrivant à échéance le 17 février 2029.

Monsieur Olivier GIRE n'a pas été renouvelé dans ses fonctions de membre du Directoire. Depuis le 17 février 2025, le Directoire est composé de deux membres.

Monsieur Patrick ALEXANDRE a été rémunéré par la Société au titre de l'exercice 2025 à concurrence d'un montant brut de 214 150 € (186 800) € en 2024 pour l'exercice de son mandat de Président du Directoire dont 5 844 € (3 471 € en 2024) d'avantages en nature, et bénéficie, à l'instar de l'ensemble des cadres-salariés de la société, d'une retraite de l'article 83 du Code général des impôts.

Conformément à la décision du Conseil de surveillance en date du 19 novembre 2013, il est rappelé que Monsieur Patrick ALEXANDRE bénéficie d'une indemnité de fin de mandat d'un montant équivalent à une année de rémunération fixe.

Monsieur ALEXANDRE est bénéficiaire au total de 821 000 actions gratuites au 31 décembre 2025 en période d'acquisition soumises à conditions pour leur attribution définitive (dont 100 000 attribuées en 2025).

Au cours de l'exercice 2025, Monsieur ALEXANDRE a reçu 300 000 actions lui ayant été attribuées définitivement en février 2025.

Madame Isabelle LIEBSCHUTZ, membre du Directoire, a été rémunérée en 2025 au titre de ses fonctions salariées de Directeur qualité et réglementaire. Elle n'a perçu aucune rémunération au titre de son mandat.

Mme LIEBSCHUTZ est bénéficiaire au total de 60 500 actions gratuites au 31 décembre 2025 en période d'acquisition soumises à conditions pour leur attribution définitive

Au cours de l'exercice 2025, Mme LIEBSCHUTZ a reçu 10 000 actions lui ayant été attribuées définitivement en 2025.

Il est précisé que le Conseil a décidé que les membres du Directoire seront tenus de conserver au nominatif 10% des actions attribués gratuitement jusqu'à la cessation de ses fonctions conformément aux dispositions de l'article L.225-197-1 II du Code de commerce.

S'agissant de M. GIRE dont le mandat de membre du Directoire a pris fin le 17 février 2025, il est précisé qu'il a été rémunéré pour son fonctions salariées de Directeur commercial jusqu'au terme de son contrat de travail mais n'a pas perçu de rémunération au titre de son mandat. Ses actions gratuites en cours d'acquisition sont devenues caduques

Membres du Conseil de Surveillance :

Il est rappelé que le Conseil de Surveillance était composé au 31 décembre 2025 de cinq membres dont un membre indépendant.

A la connaissance de la société, la liste des mandats et fonctions des membres du Conseil de Surveillance au cours de l'exercice 2025 était la suivante :

Membres du Conseil de Surveillance	Echéance mandat	Fonction principale dans la Société	Autres mandats et fonctions exercés
MONNOT Philippe	AG 2029	Président du Conseil de surveillance	Président du Conseil d'administration de Gemmes Venture, President de Korsair
NEMETH Eric Membre indépendant	AG 2029	Vice-président du Conseil de surveillance	Co-gérant de GFA Quote d'Or Groupement foncier vinicole Administrateur de Sofival SA Vice-Président du Conseil de Surveillance d'Amaterrasu Administrateur de Ares et de Ares Coop Gérant de Lilascarmim LDA Gérant de OasisJasmim LDA Administrateur Directeur Général de BNHO SA Co-gérant de Ampliperfect

			<p>LDA</p> <p>Administrateur de Nomad Stories SA</p> <p>Administrateur de Bénéfica Comitiva SA</p>
<p>LOUMEAU</p> <p>Jean-François</p>	AG 2029	Membre du Conseil desurveillance	<p>Directeur indépendant non exécutif de IBL Life</p> <p>Directeur indépendant non exécutif au Conseil de HealthActiv</p> <p>Directeur indépendant de Thess Corporate</p>
<p>PLETAN</p> <p>Yannick</p>	AG 2027	Membre du Conseil desurveillance	<p>Directeur Général, mandataire social, ULTRace Développement Partner</p> <p>Directeur Général Délégué de ACTICOR-BIOTECH SA jusqu'au [2 janvier 2025]</p> <p>Administrateur, représentant HOLA (petits porteurs) pour NH-THERAGUIX</p> <p>Administrateur indépendant de NFL</p> <p>Administrateur indépendant de DEINOVE, jusqu'au 14 novembre 2025</p> <p>Membre du CS de ODDIFACT</p> <p>Membre du Conseil d'administration de CIDP</p>
TEPER Daniel	AG 2027	Membre du Conseil desurveillance	<p>Président de Cytovia Therapeutics Holdings</p> <p>Président Directeur Général de Naya Biosciences</p>

3. Conventions visées aux articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce

En application des dispositions de l'article L 225-37-4, 2° du Code de commerce, nous vous précisons qu'il n'existe aucune convention intervenue, directement ou par personne interposée, au cours de l'exercice 2025, entre, d'une part l'un des membres du Directoire ou du Conseil de surveillance, ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %, de la société et, d'autre part, une société contrôlée au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

[Au cours de l'exercice 2025, aucune convention réglementée nouvelle n'a été conclue.]

Il est rappelé que les conventions suivantes ont été conclues avant l'exercice 2025 et se sont poursuivies au cours du dernier exercice :

- La convention de prestation de conseils entre la Société et le Dr Jean-François LOUMEAU, autorisée par le Conseil de surveillance du 13 septembre 2018,
- La convention de prestations de conseil scientifique entre la Société et la société Ultrace dont le Directeur Général est Monsieur Yannick Pletan, ratifiée par l'Assemblée générale du 26 juin 2025,
- La convention de prestations de conseil scientifique entre la Société et la société Kadima Capital dont le Directeur Général est Monsieur Daniel Tepper, ratifiée par l'Assemblée générale du 26 juin 2025. Il est précisé que cette convention a pris fin le 20 avril 2025.

Le Conseil a examiné ces conventions, leurs conditions financières et l'intérêt pour la Société d'en bénéficier, et a pris acte de ce que ces conventions répondent toujours aux critères qui l'avait conduit à les autoriser initialement.

4. Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité dans le domaine des augmentations de capital

En application des dispositions de l'article L 225-37-4, 3° du Code de commerce, le tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'assemblée générale au Directoire dans le domaine des augmentations de capital, figure en Annexe I.

Le Conseil de surveillance

ANNEXE I

**Tableau récapitulatif des délégations et autorisations en cours de validité au 31 décembre 2025
accordées par l'assemblée générale au Directoire dans le domaine des augmentations de capital
ainsi que les utilisations qui en ont été faites au cours de l'exercice 2025**

Délégations et autorisations données au Directoire	Durée	Montant nominal maximal de l'augmentation de capital	Utilisation	Montant résiduel
Délégations consenties* par l'Assemblée générale mixte du 27 juin 2024				
Délégation de compétence pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription <u>par offre au public</u> (hors offres visées au 1° de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier)	26 mois (8 ^{ème} résolution)	900.000 euros (plafond indépendant)	Néant	900.000 euros (plafond indépendant)
Autorisation d'attribuer des options de souscription et/ou d'achat d'actions	38 mois (14 ^{ème} résolution)	60 000 actions d'une valeur nominale de 0,10 euros (plafond indépendant)	Néant	60 000 actions d'une valeur nominale de 0,10 euros
Délégations consenties* par l'Assemblée générale extraordinaire du 31 janvier 2025				
Délégations et autorisations données au Directoire	Durée	Montant nominal maximal de l'augmentation de capital	Utilisation faite à ce jour	Montant résiduel à ce jour
Délégation de compétence au Directoire pour augmenter le capital <u>par incorporation de réserves, bénéfices et/ou primes</u>	26 mois (1 ^{ère} résolution)	400.000 euros (plafond indépendant)	Néant	400.000 € (plafond indépendant)

Délégation de compétence au Directoire pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription <u>par une offre visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier</u> <u>(placement privé)</u>	26 mois (2 ^{ème} résolution)	900.000 euros Limité à 30% du capital par an (plafond indépendant)	Néant	900.000 euros Limité à 30% du capital par an
Délégation de compétence donnée au Directoire en vue d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription <u>au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées</u> <u>(mandataires sociaux et salariés du groupe)</u>	18 mois (3 ^{ème} resolution)	900.000 euros **	Néant	711 321 euros****
Délégation de compétence donnée au Directoire en vue d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription <u>au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées (partenaires ou investisseurs ou acteurs dans le secteur pharma/bio/tech)</u>	18 mois (4 ^{ème} resolution)	900.000 euros **	188 679 euros ***	711 321 euros

Délégation de compétence donnée au Directoire en vue d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription <u>au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées (établissement de crédit ou prestataire de service d'investissement dans le cadre d'une ligne de financement en nom propre)</u>	18 mois (5 ^{ème} resolution)	900.000 euros **	Néant	711 321 euros****
Délégation donnée au Directoire pour émettre des actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou des titres de créance avec suppression du droit préférentiel de souscription <u>au profit d'une ou plusieurs personnes nommément désignées</u>	18 mois (8 ^{ème} résolution)	900 000 euros dans les limites prévues par la réglementation (plafond indépendant)	Néant	900 000 € (plafond indépendant)
Délégations consenties* par l'Assemblée générale extraordinaire du 26 juin 2025				
Délégation de compétence donnée au Directoire pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance avec maintien du droit préférentiel de souscription	26 mois (10 ^{ème} résolution)	900 000 euros (plafond indépendant)	Néant	900 000 euros (plafond indépendant)

Délégation de compétence donnée au Directoire pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression de droit préférentiel de souscription <u>au profit des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise</u>	26 mois (12 ^{ème} résolution)	1 % du montant du capital social atteint lors de la décision du Directoire de réalisation de cette augmentation (plafond indépendant)	Néant	1 % du montant du capital social atteint lors de la décision du Directoire de réalisation de cette augmentation (plafond indépendant)
Autorisation d'attribuer gratuitement des actions nouvelles ou existantes	38 mois (13 ^{ème} résolution)	600 000 actions ordinaires de 0,10 euros de valeur nominale.	Néant	500 000 actions ordinaires de 0,10 euros de valeur nominale.

* sous réserve de l'autorisation préalable du Conseil de surveillance conformément à l'article 24 des statuts

**Plafond commun

***Conformément à la délégation consentie par la 4^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société du 31 janvier 2025 et à l'autorisation consentie par le Conseil de surveillance le 9 octobre 2025, le Directoire a décidé, le 14 novembre 2025, l'émission par la Société de 5 000 000 d'obligations convertibles en actions d'un euro de valeur nominale soit un montant nominal global d'emprunt obligataire de 5 000 000 d'euros, réparti en 3 tranches, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'investisseurs, appartenant à une catégorie de personnes composée de personnes physiques ou morales (en ce compris des sociétés), sociétés d'investissement, trusts, fonds d'investissement ou autres véhicules de placement quelle que soit leur forme, de droit français ou étranger, investissant ou ayant investi à titre habituel dans le secteur pharmaceutique, biotechnologique, des technologies médicales ou des technologies innovantes.

Les Obligations Convertibles seront convertibles à tout moment à un prix de conversion fixe de 2,65 euros par action (hors hypothèse de préservation des droits). Elles sont ainsi susceptibles de donner lieu à l'émission maximum de 1 886 790 actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune, soit une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 188 679 € (hors hypothèse de préservation des droits).

****Compte-tenu de l'utilisation de la résolution 4 susvisée et du plafond commun de ces délégations.

La délégation de compétence donnée au Directoire en vue d'émettre des obligations convertibles en actions nouvelles et amortissables avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de CVI INVESTMENTS INC dans le cadre de la 10^{ème} résolution de l'assemblée générale extraordinaire du 31 janvier 2025 a été intégralement utilisée le 5 février 2025 dans le cadre de l'émission de la nouvelle tranche des obligations convertibles.

Il est précisé qu'au cours de l'exercice 2025, conformément à la délégation de compétence consentie par la 7^{ème} résolution à caractère extraordinaire de l'Assemblée générale mixte du 27 juin 2024, à l'autorisation qui lui a été conférée par le Conseil de Surveillance du 19 mai 2025 et en application de la subdélégation qui lui a été consentie par le directoire du 19 mai 2025, le président du Directoire a décidé le 4 juin 2025 de procéder à une augmentation de capital par émission d'actions ordinaires avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'un montant nominal de 408 962,80 euros par émission de 4 089 628 actions nouvelles de 0,10 euro de nominal au prix de 1,40 € par action nouvelle, soit une augmentation de capital totale, prime d'émission incluse de 5 725 479,20 euros. Cette délégation a été privée d'effet à hauteur, le cas échéant, de sa partie non utilisée du fait de l'adoption par l'Assemblée Générale du 26 juin 2025 d'une délégation ayant le même objet.

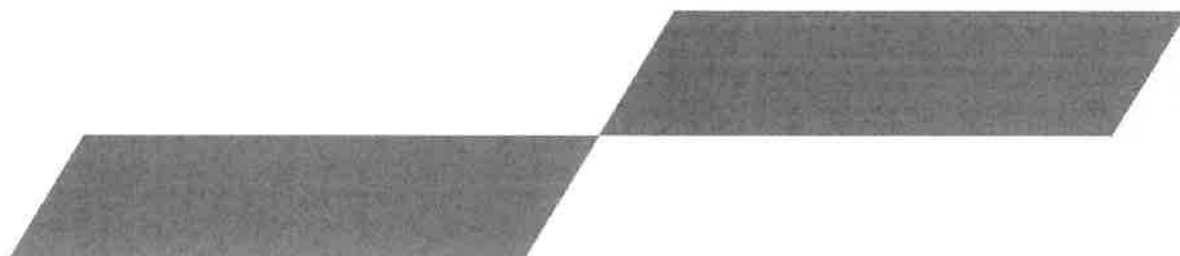
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels



CROSSJECT

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2025)





Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

CROSSJECT

6, rue Pauline Kergomard
21000 Dijon

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CROSSJECT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS,
Grand Hôtel Dieu 3 Cour du Midi - CS 30259
69287 Lyon cedex 02
Téléphone : +33 (0)4 78 17 81 78*

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 4 b) « *Continuité d'exploitation* » de l'annexe aux comptes annuels qui mentionne les éléments sous-tendant le maintien du principe de continuité d'exploitation ;
- la note 3 « *Changement de méthode et de présentation* » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC n°2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note 4. d) « *Frais de recherche et développement* » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle et nous nous sommes assurés que la note 5. a) « *Valeur brute des frais de recherche & développement* » de l'annexe aux comptes annuels fournit une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 30 avril 2026

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit



Gonzague Van Royen

Bilan Actif

BILAN ACTIF EN	Note	31/12/2025			31/12/2024	VARIATION
		Brut	Amts & prov	Net		

Immobilisations incorporelles

Frais de développement	§5 a/f	40 169	32 083	8 086	9 591	-1 505
Brevets et marques	§5 b/f	20 440	20 440	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	§5 b/f	213	213	0	6	-6
Sous-total		60 822	52 736	8 086	9 597	-1 511

Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles	§5 c/e	11 995	9 566	2 429	2 126	303
Immobilisations en cours	§5 c/e	3 769	282	3 487	2 924	563
Sous-total		15 764	9 848	5 916	5 050	8 66

Immobilisations financières

Immobilisations financières (1)	§5 d/g	1 579	582	998	1 041	-43
TOTAL ACTIF IMMOBILISE III		78 165	63 166	15 000	15 688	-688

Stocks et En cours

Stock - Matières premières	§ 6	2 365	222	2 143	1 970	173
Stock - Encours de production	§ 6	2 315	965	1 350	1 448	-98
Sous total		4 680	1 187	3 493	3 418	75

Créances

Avance et acomptes versés sur commande	§ 7	213		213	187	26
Créances clients et comptes rattachés (2)	§ 7	1 976		1 976	1 842	134
Autres créances (2)	§ 7	3 705		3 705	2 266	1 439
Charges constatées d'avance	§ 8	310		310	222	88

Disponibilités

Disponibilités	§ 9	5 080		5 080	7 036	-1 956
TOTAL ACTIF CIRCULANT IV		15 964	1 187	14 777	14 971	- 269
Comptes de régularisation		656		656	909	- 253
TOTAL GENERAL DE L'ACTIF III+IV		94 785	64 353	30 433	31 568	-1 135
(1) Dont à moins d'un an		0		0	0	
(2) Dont à moins d'un an		5 681		5 681	4 108	

Bilan Passif

BILAN PASSIF	Notes	31/12/2025	31/12/2024	VARIATION
Capital	\$ 10	5 225	4 554	671
Primes d'émission	\$ 10	7 768	7 192	576
Réserves	\$ 10	0	0	0
Report à nouveau	\$ 10	-8 391	-2 596	-5 795
Résultat (perte) de l'exercice	\$ 10	-10 368	-12 795	2 427
Subventions d'investissement	\$11	892	972	-80
TOTAL CAPITAUX PROPRES I		-4 874	-2 673	-2 201
Avances conditionnées	\$ 12	4 688	5 391	-703
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES I bis		4 688	5 391	-703
Provisions pour risques	\$ 13	1 332	639	693
Provisions pour charges	\$ 13	275	271	4
TOTAL DES PROVISIONS II		1 607	910	697
Emprunts obligataires convertibles	\$ 14 a	9 608	5 478	4 130
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	\$ 14 b	10 211	12 874	-2 663
Emprunts et dettes financières diverses	\$ 14 c	2 630	2 717	-87
Sous total emprunts et dettes assimilées		22 449	21 069	1 380
Fournisseurs et comptes rattachés	\$ 15	4 400	4 555	-154
Autres dettes	\$ 16	1 603	1 700	-97
Produits constatés d'avance	\$ 20	560	616	-56
TOTAL DETTES III (3)		29 012	27 940	1 073
TOTAL GENERAL DU PASSIF I+I bis +II+III		30 433	31 568	-1 135
Dont à moins d'un an (3)		13 077	12 329	- 740

Compte de résultat 1/2

	Notes	31/12/2025	31/12/2024	Variation	
Produits d'exploitation :					
Production stockée	-	-144	30	-174	NS
Production immobilisée	§21 b	2 431	2 783	-352	-12,65%
Subventions	§21 d	137	1 332	-1 195	-89,71%
Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions		355	944	-589	-62,39%
Autres produits	§21 e	12 101	8 168	3 933	48,15%
Total des produits d'exploitation (I)		14 880	13 257	1 623	12,24%
Charges d'exploitation :					
Achats de matières premières et autres approvisionnements	-	1 454	2 004	-550	-27,45%
Variation de stocks (matières premières et autres approv.)	-	-109	-381	272	-71,39%
Autres achats et charges externes	-	10 655	10 439	216	2,07%
Sous total achats et autres charges externes		12 000	12 062	- 62	-0,52%
Impôts, taxes et versements assimilés	-	258	280	-22	-7,86%
Salaires		5 540	5 451	89	1,64%
Cotisations sociales		2 238	2 346	-108	-4,62%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	-	4 891	4 847	44	0,91%
Dotations aux provisions	-	1 225	825	400	48,48%
Autres charges	-	336	408	-72	-17,65%
Total des charges d'exploitation (II)	-	26 488	26 219	269	1,03%
3. Résultat d'exploitation I - II	-	-11 607	-12 962	1 355	-10,45%
Produits financiers					
Autres intérêts et produits assimilés		92	93	-1	-1,08%
Reprises sur dépréciations et provisions		31	192	-161	-83,85%
Différences positives de change	§ 21 i	110	195	-85	-43,59%
Total des produits financiers (V)		233	480	-247	-51,46%
Charges financières :					
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			223	-223	NS
Intérêts et charges assimilées	§ 21 g/h	1 471	1 551	-80	-5,16%
Différences négatives de change	§ 21 i	300	136	164	120,59%
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		41	-	41	NS
Total des charges financières (VI)		1 812	1 910	-98	-5,13%
2. Résultat financier V-VI		-1 579	-1 430	-149	10,42%

Compte de résultat 2/2

3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV + V - VI)		-13 186	-14 392	1 206	-8,38%
--	--	----------------	----------------	--------------	---------------

Produits exceptionnels (VII)			78	NS	
Charges exceptionnelles (VIII)			1 309	NS	
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		0	-1 231	-1231	

Impôts sur les bénéfices	§ 23	2 818	2 826	-8	-0,28%
Total des produits (I+III+V+VII)		15 113	13 815	1 298	9,40 %
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)		25 482	26 612	-1 130	- 4,25 %

BENEFICE OU PERTE		-10 369	-12 797	2 428	-18,97%
--------------------------	--	----------------	----------------	--------------	----------------

Tableau de flux de trésorerie

RUBRIQUES	31/12/2025	31/12/2024
Résultat net	- 10 368,00	- 12 796,00
Amortissements et provisions	5 701,00	5 220,00
Valeur nette comptable des actifs	-	795,48
Autres produits et charges calculées	100,19	- 28,39
Quote-part de subvention virée au résultat	- 80,33	- 252,83
Capacité d'autofinancement	- 4 647,14	- 7 061,74
Variation du besoin en fonds de roulement	- 1 700,91	- 896,50
Flux net de trésorerie généré par l'activité	- 6 348,05	- 7 958,23
Acquisition d'immobilisations	- 4 500,15	- 3 526,51
Variation immobilisations financières	37,30	100,23
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 4 462,84	- 3 426,28
Augmentation de Capital (1)	369,00	877,60
Prime d'émission (1)	4 445,62	14 207,00
Emission d'emprunt Obligataire (1)	7 496,00	6 720,00
Remboursement OC (1)	-	- 1 260,00
Souscription d'emprunt	750,00	-
Remboursement Emprunt	- 3 502,39	- 3 284,40
Remboursement dépôt de garantie	-	60,42
Subvention d'investissement	-	559,97
Dettes sur immobilisations	-	- 82,33
Remboursement avances remboursables	- 703,75	- 2 365,00
Encaissement Avances remboursables	-	696,52
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	8 854,48	16 129,78
Variations de trésorerie (1)+(2)+(3)	- 1 956,41	4 745,27
Trésorerie d'ouverture	7 036,54	2 291,27
Trésorerie de clôture	5 080,13	7 036,54

(1) Les opérations non monétaires de conversions d'obligations en capital ne sont pas intégrées au tableau de flux.

Annexes aux états financiers

1. Informations générales

- La société Crossject est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le siège social est au Parc Mazen-Sully, 6 rue Pauline Kergomard – 21000 Dijon.
- L'exercice débute le 1er janvier 2025 et se termine le 31 décembre 2025, soit d'une durée de 12 mois, identique à celle de l'exercice comparatif.
- Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025 arrêtés par le directoire du 24 mars 2026 et présentés aux membres du conseil de surveillance le 24 mars 2026.
- Ils sont présentés en milliers d'euros sauf mention contraire.
- Ces comptes impliquent que la société fasse un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses, dans le cadre des principes comptables appliqués, qui affectent les actifs, les passifs, les notes sur les actifs et les passifs potentiels à la date des comptes, ainsi que les produits et charges enregistrés pendant la période. La société revoit ses estimations de manière régulière. Des événements et des changements de circonstances peuvent conduire à des estimations différentes, et les résultats réels peuvent différer de ces estimations.
- Compte tenu de ses activités, la société n'est pas directement impactée par les événements internationaux mais ne peut exclure des impacts directs ou indirects liés au contexte géopolitique actuel.
- Bien que le niveau d'incertitude lié au contexte international reste élevé et que Crossject ne puisse toujours pas s'engager sur un calendrier de dépôts des dossiers de demande d'Autorisation de Mise sur le Marché (AMM), la société ne constate pas de difficultés majeures dans la poursuite de ses activités. La stratégie visant à privilégier des partenaires et fournisseurs géographiquement aussi proches que possible et le développement de nos propres sites de production restent les options privilégiées.

2. Evènements marquants

a) **Activité**

- En 2025, CROSSJECT a poursuivi la mise en œuvre de sa stratégie de développement autour de ZEPIZURE®, produit prioritaire du Groupe dans l'épilepsie, tout en continuant à valoriser le potentiel de sa plateforme ZENEO® dans d'autres indications, notamment l'allergie et l'insuffisance surrénalienne.
- S'agissant du programme américain soutenu par la BARDA, l'exercice 2025 a été marqué par :
 - La poursuite d'échanges techniques et réglementaires particulièrement soutenus avec cette agence, avec plusieurs sessions de travail par semaine selon les différents volets du dossier. Cette dynamique s'inscrit dans la préparation du dossier d'Emergency Use Authorization (EUA) pour ZENEO® Midazolam 10 mg. Les coûts engagés dans ce cadre sont remboursés à CROSSJECT sur une base mensuelle réelle. Au titre de l'exercice 2025, un montant total de 11,9 M€ a ainsi été facturé par la Société au titre du contrat BARDA n° 75A50122C00031 signé en juin 2022, portant le montant cumulé facturé depuis l'origine du contrat à 28 M€.

- L'octroi d'un financement supplémentaire de 11,3m€ pour soutenir les activités réglementaires et de fabrication qui ont progressé en termes de précision au cours du processus de développement en vue de l'obtention des autorisations d'utilisation d'urgence (EUA) et de mise sur le marché (NDA) par la FDA.
- Sur le plan industriel, à la date du présent rapport, CROSSJECT dispose déjà d'un outil industriel significatif. Chaque équipement présente sa propre capacité et la capacité de l'ensemble de la chaîne est déterminée par le poste le plus contraignant. La capacité actuelle dépasse 500 000 kits prêts à remplir. Au cours de l'exercice, des travaux ont été poursuivis afin de sécuriser certains équipements, notamment parmi les plus anciens sur le site de Gray, et de réduire progressivement les principaux goulots d'étranglement en fonction des besoins commerciaux et réglementaires. La rénovation, sur le site de Gray, d'un bâtiment additionnel d'environ 1 000 m², inauguré à l'été 2023, constitue à cet égard un levier structurant pour accompagner la montée en capacité industrielle de la Société. Cet outil doit permettre à terme d'adapter le dispositif de production à des volumes supérieurs à 4 millions d'unités par an.

b) Trésorerie et Financement

- La société a au cours de l'exercice :
 - **le 31 janvier 2025**, Conformément aux engagements pris dans le cadre de l'opération de décembre 2024, une assemblée générale extraordinaire s'est réunie et a notamment adopté les résolutions suivantes :
 - Une résolution modifiant les termes et conditions des obligations convertibles en actions (OCAs) émises le 28 février 2024 afin de :
 - Proroger le terme des OCAs jusqu'au 28 décembre 2027 ;
 - Réduire le montant de l'amortissement échelonné bimestriel par OCAs pour le ramener de 6.000 à 4.500 euros (sauf exceptions) ;
 - Modifier le droit des titulaires d'OCAs de demander un remboursement anticipé d'un maximum de deux échéances de remboursement (qui ne serait plus subordonné au paiement par la Société de la dernière échéance de remboursement en actions) ;
 - Modifier le prix actuel de conversion des OCAs, qui sera égal au montant le plus bas entre (i) 1,677 euros et (ii) 110% de la valeur de marché à la date d'émission de la nouvelle tranche (qui ne pourra être inférieure à 1 euro) ;
 - Modifier la période au cours de laquelle le prix de conversion peut être ajusté en cas d'émission de valeurs mobilières pour un montant brut minimum de 5 millions d'euros afin de l'étendre jusqu'au 28 février 2027 inclus.
 - Une résolution autorisant l'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de l'Investisseur d'une nouvelle tranche d'OCAs pour un montant nominal total de 2 496 000 euros, qui seront assimilables à compter de leur émission avec la première tranche d'OCAs.

Suite à l'adoption de ces résolutions, le Président du Directoire, agissant sur délégation du Directoire et sur autorisation du Conseil de Surveillance, a décidé le 5 février 2025 la modification des termes et conditions de la première tranche des OCAs et l'émission de la seconde tranche d'OCAs, d'un montant en principal de 2 496 000 €, immédiatement assimilable à la première tranche et réservée à l'Investisseur.

- Le prix de conversion de l'ensemble des OCAs est égal à 1,677 (sous réserve d'ajustement dans les conditions légales et résultant des termes et conditions des OCAs sans pouvoir être inférieur au prix plancher de 1€).
- Les OCAs sont convertibles à tout moment et arriveront à échéance le 28 décembre 2027. Elles font l'objet d'un amortissement échelonné tous les deux (2) mois, d'un montant en principal de 459 000 euros, payable au choix de la Société :

- soit en espèces, pour un montant égal à 102% du montant de l'échéance d'amortissement,
- soit en actions ordinaires nouvelles émises dont la valeur est égale à 85 % de la Valeur de Marché des actions (correspondant, à toute date de référence, au cours quotidien moyen pondéré par les volumes le plus bas des actions Crossject pendant la Période d'observation de la Valeur de Marché à cette date de référence, où Période d'observation de la Valeur de Marché signifie, pour toute date de référence (a) (si cette date de référence est un jour de bourse) la période de six (6) jours de bourse consécutifs se terminant à cette date de référence (inclus) ou (b) (si cette date de référence n'est pas un jour de bourse) la période de cinq (5) jours de bourse consécutifs se terminant le jour de bourse (inclus) qui précède immédiatement cette date de référence) dans la limite du prix plancher de 1 euro.

Elles portent intérêt à un taux de sept (7) % par an. Les intérêts courus seront réglés en même temps que les amortissements et payables au choix de la Société en espèces en cas d'amortissement par la Société en espèces, en actions ordinaires nouvelles émises dont la valeur est égale au prix d'émission des actions dans le cadre de l'amortissement échelonné applicable en cas d'amortissement par la Société en actions ordinaires.

Le nombre total d'actions nouvelles pouvant être émises au titre de l'ensemble des OCAs à la date de leur émission est compris entre 5.251.905 et 8.807.445 :

- 5.251.905 actions maximum, en cas de conversion par l'Investisseur de la totalité des 102 OCAs au prix de conversion de 1,677 euros (lequel est susceptible d'ajustements), et,
 - 8.807.445 actions maximum, en cas d'option par la société pour un amortissement en actions nouvelles des 102 OCAs (au prix plancher de 1 euro et dans la limite de détention de 9,99% du capital de la Société par l'Investisseur)
- **En juin 2025**, réalisé une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription d'un montant brut global de 5 725 479,20 euros. L'émission a été réalisée avec un prix de souscription unitaire d'une action nouvelle de 1,40 euro par action.
 - Le produit brut de l'opération s'est élevé à 5 725 479,20 euros (i.e. une augmentation de capital d'un montant nominal de 408 962,80 euros assortie d'une prime d'émission de 5 316 516,40 euros), par l'émission initiale de 4 089 628 actions nouvelles de 0,10 euro de valeur nominale émises au prix unitaire de 1,40 euro par action nouvelle
 - Gemmes Venture, actionnaire de référence du capital a participé à l'opération à hauteur d'un montant total de 62 460 euros, le porteur d'OCAs affilié à Heights Capital Management, inc. à hauteur de 555 645 euros par compensation de sa créance liée à la dernière échéance de l'amortissement des obligations convertibles et Vatel Capital à hauteur de 1 841 518 euros.
 - Le produit net de frais s'élève à 5 370 k€ dont 4 815 k€ de cash
 - **En juillet 2025**, Souscrit un nouvel emprunt bancaire pour 750 k€
 - **En novembre 2025**, a réalisé une émission d'obligations convertibles pour un montant de 5 millions d'euros auprès de Vatel Capital.
 - Il existe 3 tranches d'obligations convertibles, portant intérêt en numéraire à des taux annuels compris entre 7,5% et 9,5% sur une durée de 3 à 5 ans et toutes convertibles à tout moment à un prix de conversion fixe de 2,65 euros par action. (Cf §12)
 - Les obligations convertibles peuvent ainsi donner lieu à la création d'un maximum de 1 886 790 actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune soit une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 188 679 euros.
 - **Au cours de l'exercice**
 - Remboursés des emprunts en cours pour 3 502 k€
 - Remboursées des avances remboursables pour 703 k€

c) Principaux agrégats du compte de résultats

- Production Immobilisée	: 2 430
- Produits « Barda »	: 12 101
- Autres produits d'exploitation	: 349
- Résultat d'exploitation	: (11 607)
- Résultat net	: (10 368)

d) Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

À la connaissance de la Société, aucun événement significatif postérieur à la clôture de l'exercice, autre que ceux mentionnés ci-dessous, n'est intervenu et n'est susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2025.

- La Société a perçu, au titre du préfinancement de son Crédit d'Impôt Recherche 2025, un montant net de 1 464 737,49 euros ;
- LA société a opté pour un amortissement en action de l'échéance du 28 février 2026 pour un montant de 405 k€ donnant lieu à la création de 266 242 actions et le porteur d'OCA affilié à Heights Capital Management, a exercé une conversion pour un montant de 540k€ donnant lieu à la création de 326 283 actions et a demandé qu'une nouvelle conversion d'un montant de 405 k€ donnant lieu à la création de 244 712 actions soit effective le 1er avril 2026 ;

3. Changement de méthode et de présentation

Le règlement ANC no 2022-06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le plan comptable général et s'applique à compter du 1er janvier 2025. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers.

Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement. Sur les incidences du nouveau règlement et sur les principaux postes de 2025, voir ci-après a).

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31-12-2024 », entre des lignes de bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers

a) Incidences du changement de méthodes comptables sur les principaux postes de l'exercice 2025

À compter du 1er janvier 2025, conformément à l'article 513-5 du PCG, le résultat exceptionnel comprend :

- o Les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel et qui n'auraient pas été constatés en l'absence de cet événement ;
- o les écritures comptables d'origine exclusivement fiscale, telles que les amortissements dérogatoires ;
- o les changements de méthodes comptables comptabilisés en résultat, lorsque leur traitement en capitaux propres est exclu en raison de dispositions fiscales ;
- o les corrections d'erreurs, à l'exception de celles qui concernent des écritures initialement imputées directement sur les capitaux propres.

Ce changement entraîne le classement en résultat courant d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées par nature en résultat exceptionnel. Les principales incidences sont détaillées ci-après.

b) Reclassements effectués

Rubriques	Sous-rubriques	Comptes	2025	2024 retraité	2024	Objet
Produits d'exploitation	Reprises amort.& prov., transfert de charges	79100000			137	Avantages en nature et prestations sociales
Charges d'exploitation	Cotisations sociales	64900000	-200	-137		

Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opéra° en capital	67520000			483	cessions/mises au rebut immobilisations
Charges d'exploitation	Valeur comptable immobilisa° cédées	65700000		483		

Charges exceptionnelles	Charges sur ex antérieurs	67520000			188	Charges sur ex antérieurs
Charges d'exploitation	Autres charges	628		188		

Charges exceptionnelles	Pénalités	67120000			3	Pénalités
Charges d'exploitation	Pénalités	65820000		3		

Charges exceptionnelles	Dotations aux provisions	68750000			322	Provision Id Vector
Charges d'exploitation	Dotations aux provisions	68151000	330	322		

Charges exceptionnelles	Dotations aux provisions	67560000			312	Cession de titres en Autocontrôle
Charges d'exploitation	Dotations aux provisions	66710000	42	312		
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opéra° en capital	77500000			75	cessions/mises au rebut immobilisations
Produits d'exploitation	Produits des cessions d'immobilisation	75700000	55	75		
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opéra° en capital	77800000			3	Indemnités reçues
Produits d'exploitation	Produits des cessions d'immobilisation	75800000		3		

Des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31-12-2024 », entre des lignes du bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers Dans la colonne comparative :

- les provisions, qui étaient présentées sur une seule ligne, sont désagrégées en distinguant les provisions pour risques et les provisions pour charges ;
- les transferts de charges d'exploitation sont présentés dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » ;
- les charges et produits exceptionnels sont regroupés sur les deux lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles ».

4. Principes, règles et méthodes comptables

a) Principes et conventions générales

Les comptes sociaux de la Société sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2022-06 relatif au PCG). La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce ainsi que des règlements CRC relatifs à la réécriture du plan comptable général applicables à la clôture de l'exercice.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

b) Continuité d'exploitation

Compte tenu de son stade de développement, Crossject ne génère pas encore de cash-flow positif et ne prévoit pas, selon ses prévisions budgétaires, d'atteindre son point d'auto-financement sur l'année 2026. La société dépend donc à ce stade de financements externes (augmentations de capital, emprunts, subventions ou autres types de financement).

Au 31 décembre 2025, Crossject dispose d'une trésorerie de 5,1 millions d'euros (7,0 millions d'euros au 31 décembre 2024).

En complément de sa trésorerie disponible au 31 décembre 2025, la Société dispose de ressources financières complémentaires certaines telles que :

- Le remboursement du crédit d'impôt recherche 2025 pour un montant de 2,8 millions d'euros ;
- Le préfinancement du crédit d'impôt recherche au titre de premier semestre 2026 pour un montant estimé à 1,4 millions d'euros ;
- Les facturations mensuelles des activités contractuelles liées au développement réglementaire de Zénéo® Midazolam auprès de la BARDA.

Par ailleurs, selon les échéances contractuelles, les remboursements d'emprunts (hors intérêts) et avances remboursables sur l'exercice 2026, s'élèveront à 8,5 millions d'euros (dont 2,8 millions d'euros potentiellement remboursable en actions, sans effet sur la trésorerie et à la seule initiative de la société dans le cadre du contrat d'obligations convertibles HCM).

La société travaille activement sur plusieurs initiatives visant à renforcer, à très court terme, sa trésorerie et étendre son horizon de financement à plus de 12 mois.

Dans le cas où ces financements complémentaires ne seraient pas obtenus, la société bénéficie du soutien financier de son actionnaire de référence Gemmes Venture.

La Société poursuit également ses travaux en vue d'obtenir l'Emergency Use Authorization (EUA) auprès de la Food and Drug Administration (FDA), laquelle constitue son objectif principal à court terme. L'obtention de cette autorisation conditionne notamment la mise à disposition d'un financement bancaire complémentaire de 2,0 millions d'euros, ainsi que le démarrage des premières ventes commerciales dans le cadre du contrat BARDA.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, l'hypothèse de continuité d'exploitation a été retenue par le Directoire au 31 décembre 2025.

c) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés. En revanche, la société n'a pas retenu l'option pour la comptabilisation des coûts d'emprunt dans le coût d'entrée des immobilisations incorporelles.

Les immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire à partir de leur comptabilisation à l'actif sur une durée d'utilisation adaptée à leur nature :

- Brevets acquis le 1er janvier 2002 : 2, 10 ou 15 ans.
- Logiciels de gestion : 1 à 5 ans.
- Droits d'utilisation sur une ligne industrielle : 18 mois.

d) Frais de recherche et développement

Depuis l'exercice 2011, l'option pour la comptabilisation en immobilisations incorporelles des frais de recherche et développement est appliquée dès lors que les critères d'activation sont remplis.

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- Intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- Capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- Génération des avantages économiques futurs probables ;
- Disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- Capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les frais immobilisés correspondent aux coûts supportés pendant les phases de développement et de tests, à l'exclusion des phases d'analyse préalable. Ils comprennent les salaires et charges sociales des ingénieurs et techniciens de développement (basés sur des feuilles de temps individuelles et mensuelles) et les coûts de sous-traitance liée. Ils sont inscrits à l'actif dès que la société a suffisamment de visibilité sur les moyens de les finaliser et de les commercialiser.

Ces frais de développement sont amortis à partir de leur comptabilisation à l'actif. A chaque clôture, les perspectives de ventes futures sont analysées afin de vérifier qu'il n'y a pas lieu de procéder à des amortissements complémentaires, des dépréciations ou une revue du plan d'amortissement. La durée d'amortissements pratiquée de ces frais de recherche et développements liés au dispositif ZENEO® est de 5 ans.

e) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés. En revanche, la société n'a pas retenu l'option pour la comptabilisation des coûts d'emprunt dans le coût d'entrée des immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire à partir de leur comptabilisation à l'actif sur une durée d'utilisation adaptée à leur nature.

Les durées d'utilisation pratiquées sont :

Bâtiment	de 10 à 15 ans
Installations générales	5 ans
Matériel et outillage industriels	de 2 à 10 ans
Agencements, aménagements, installations	de 5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	de 3 à 10 ans
Mobilier	de 5 à 8 ans

A chaque clôture, afin de déterminer s'il existe un indice de perte de valeur, une analyse détaillée de chaque immobilisation est effectuée afin de procéder à des amortissements complémentaires, des dépréciations, des mises au rebut ou une revue du plan d'amortissement si nécessaire. En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est réalisé.

f) Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont composées des :

- Titres de participations : Titres des filiales Crossject Pharma et Crossject US détenues à 100%
- Titres en Autocontrôle : Actions issues de la fusion avec la société CIP évaluées au dernier cours de bourse de l'exercice clos et donnant lieu, le cas échéant, à une dépréciation ou une reprise de dépréciation.
- Contrat de liquidité : Actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité ainsi que le solde espèce du compte associé. (A la clôture de chaque exercice si l'évaluation est inférieure à la valeur comptable, une provision est comptabilisée. En cas de plus-value latente, le montant n'est pas comptabilisé en produit.)
- Avances Preneur : Sommes avancées au crédit bailleur immobilier
- Retenue de Garantie BPI ;

g) Stocks et travaux en cours

Le système d'information de la société permet maintenant de différencier les stock en trois catégories :

- Stock commercialisable
- Stock utilisable pour des opérations de recherche ou d'essai
- Stock non utilisable

Le « stock commercialisable » est évalué au prix de revient et comptabilisé sans dépréciation

Le « stock utilisable » pour des opérations de recherche ou d'essai est évalué au prix de revient et une provision pour dépréciation est calculé en fonction du nombre de dispositifs utilisables dans les 12 mois

Le « stock non utilisable » est isolé en attente de destruction et a une valeur brut et une valeur nette comptable de zéro.

h) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable à la date de clôture.

Les autres créances comprennent la valeur nominale du crédit d'impôt recherche qui est enregistré à l'actif correspondant à la période au cours duquel des dépenses éligibles donnant naissance au crédit d'impôt ont été engagées.

i) Opérations en devises étrangères

Les dettes et créances en monnaies étrangères sont évaluées au taux de change de fin d'exercice. L'écart de conversion dégagé est inscrit au bilan sous une rubriques spéciale « Écarts de conversion actif ou passif ».

Les pertes latentes de change sont provisionnées en totalité. Les gains latents ne sont pas enregistrés en compte de résultat.

Les gains et pertes de change sur créances et dettes commerciales sont comptabilisés en résultat d'exploitation.

j) Disponibilités

Disponibilités en euros : Les liquidités disponibles en caisse en banque ou bloquées sur des comptes à terme sont enregistrées à leur valeur nominale.

Disponibilités en devises : Les liquidités disponibles en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change précédent la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion sont directement comptabilisés dans le résultat financier de l'exercice en perte ou en gain de change.

k) Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance concernent les achats effectués avant la clôture de l'exercice, mais non consommés au cours de l'exercice.

l) Compte de régularisation à l'actif

Le compte de régularisation à l'actif correspond exclusivement aux frais d'émission d'emprunt obligataires pour lesquels la société a pris l'option d'un amortissement linéaire

m) Avances Remboursables

Les avances reçues d'organismes publics pour le financement des activités de la Société dont le remboursement est conditionnel sont présentées au passif sous la rubrique « Autres fonds propres – Avances conditionnées ». Les intérêts correspondants sont présentés au passif du bilan en « Emprunts et dettes financières diverses ». Le détail des avances remboursables est repris au §12.

n) Subventions

- Les subventions gouvernementales sont reconnues lorsque l'entité est raisonnablement assurée de se conformer aux conditions associées et que les subventions seront perçues
- Les subventions destinées à compenser des charges sont enregistrées en autres produits d'exploitation au cours de la période où les dépenses correspondantes sont comptabilisées.
- Les subventions d'investissement sont enregistrées au passif du bilan et sont progressivement transférées au compte de résultat au prorata de la durée d'utilisation des immobilisations financées, ou selon le rythme de comptabilisation des charges relatives aux activités à long terme financées par ces subventions.

o) Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, dont le montant est quantifiable quant à leur objet, mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

p) Provisions pour indemnité de fin de carrière

La provision relative aux indemnités de départ en retraite figure au passif du bilan. Elle est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière en retenant comme hypothèses :

- Indemnités prévues par la convention de la chimie
- Table de Turn-Over fournies par la convention Chimie-industries
- Table de mortalité (2020-2022)
- Taux de croissance des salaires de 3% pour les cadres et 2,5% pour les non-cadres
- Taux d'actualisation de 3,96 %
- Taux de charges sociales 45%
- Taux de Turnover selon tranches d'âges suivantes :
 - De 0 à 19 ans : 8,5%
 - De 20 à 29 ans : 6,5%
 - De 30 à 49 ans : 4,5%
 - De 50 à 59 ans : 2,5%
 - Plus de 60 ans : 0%

q) Frais d'émission de capital

En application de la méthode de référence (ANC 2022-06), les frais d'émission de capital sont comptabilisés directement en déduction de la prime d'émission.

Concernant les emprunts obligataires, à la conversion, la partie non amortie correspondante des frais d'émission d'emprunt est alors assimilée à des frais d'augmentation de capital et comptabilisés comme tels.

r) Reconnaissance du chiffre d'affaires

La société est encore dans sa phase de développement et ne dégage pas encore de revenus commerciaux récurrents.

s) Autres produits d'exploitation

La production immobilisée correspond aux frais de recherche et développement inscrits à l'actif du bilan.

Les facturations mensuelles des activités contractuelles liées au développement réglementaire de ZENEO® Midazolam auprès de la BARDA sont comptabilisés en « Autres produits » car ne correspondant pas à des revenus commerciaux et pour assurer une meilleure lisibilité des états financiers en comparaison avec des sociétés du secteur à l'international.

t) Résultat exceptionnel

Pour déterminer le résultat exceptionnel, la société retient la conception issue de la liste de comptes du plan comptable général (Règl. ANC 2022-06 relatif au PCG) sont comptabilisés en résultat exceptionnel les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel.

Les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel sont ceux qui n'auraient pas été constatés en l'absence de cet événement. Les aides, les remboursements et les indemnités directement liés à l'événement majeur et inhabituel et reçus en compensation de charges d'exploitation sont classés en résultat d'exploitation.

u) Charges de sous-traitance

Le stade d'avancement des contrats de sous-traitance à des tiers de certaines prestations de recherche est évalué à chaque clôture afin de permettre la constatation en charges à payer du coût des services déjà rendus.

v) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont définis comme égaux à la somme des postes d'actif « valeurs mobilières de placement », « instruments de trésorerie » et « disponibilités », dans la mesure où les valeurs mobilières de placement et les instruments de trésorerie sont disponibles à très court terme et ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt. Les soldes créditeurs bancaires et les intérêts courus et non échus qui s'y rattachent sont déduits de cette somme lorsqu'ils correspondent à des découverts momentanés.

w) Eléments liés au risque climatique

Crossject essaie de prendre en compte au mieux les risques climatiques dans l'hypothèse de clôture et d'intégrer le cas échéant leur impact potentiel les états financiers. Cependant, du fait de la nature de son activité, l'exposition actuelle de Crossject aux conséquences du changement climatique s'avère limitée. La société, consciente des enjeux majeurs liés au développement durable, a initié une démarche RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) qui sera progressivement étendue à la société.

5. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Au cours de la période, aucun test de dépréciation n'a été mené, aucun indice de perte de valeur n'ayant été identifié.

a) Valeur brute des frais de recherche & développement

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais recherche & développement	37 738	2 431		40 169

b) Valeur brute des immobilisations Incorporelles

Nature	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Brevets	20 004			20 004
Droits d'utilisation Ligne de production	425			425
Logiciels'	225			225
TOTAL	20 654			20 654

c) Valeur brute des immobilisations corporelles

Nature	Ouverture	Augmentation	Mise en service	Abandon	Cession	Clôture
Outillages industriels (1)	8 681	38	685			9 404
Terrain (2)	14	457				471
Construction	1 002					1 002
Agencements	618	6				624
Matériels de Bureau	543	37			-87	493
Immobilisations en cours (3)	2 923	1 828	-685	-46	-251	3 769
TOTAL	13 782	2 366	0	-46	-338	15 764

(1) Outillage de production

(2) Acquisition d'un terrain à Gray en 2025.

(3) Les immobilisations en cours comprennent notamment les investissements liés à l'installation d'une salle propre dans les locaux de Dijon, dans le cadre du projet dit RTU. Ces investissements portent en particulier sur des travaux de gros œuvre, des prestations d'accompagnement technique, divers aménagements intérieurs ainsi que l'acquisition de matériels, notamment de type isolateur. Elles incluent également des projets relatifs à une nouvelle ligne de conditionnement.

d) Valeur brute des immobilisations Financières

Nature	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Titres en Autocontrôle (1)	736		42	694
Titres Crossject Pharma	100			100
Titres Crossject US	9			9
Contrat de liquidité (2)	189		30	159
Avance Preneur	364	22	41	345
Dépôt de Garantie BPI	250	14		264
Dépôt de garantie	5	4		9
TOTAL	1 653	40	113	1 580

(1) Soit 66 689 titres

(2) Soit un solde trésorerie de 159 K€ et aucun titre n'était détenu au titre du contrat de liquidité

e) Dépréciation des immobilisations en cours

Nature	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations en cours (1)		282		282
TOTAL		282		282

(1) Les dépréciations correspondent aux projets abandonnés.

f) Amortissements

	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche	28 147	3 936		32 083
Autres immobilisations incorporelles	20 648	5		20 653
Sous Total immobilisations Incorporelles	48 795	3 941		52 736
Constructions	497	65		562
Installations et agencements constructions	18	11		29
Installations & matériel et outillages industriels	7 273	754		8 027
Installations générales, agencements divers	474	51		526
Matériel de bureau, informatique, mobilier	469	40	87	422
Sous Total immobilisations corporelles	8 731	921	87	9 566
TOTAL GENERAL	57 526	4 862	87	62 302

g) Dépréciation d'immobilisations financières

Nature	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Titres de participation	33			33
Dépréciation des titres en Autocontrôle	579		31	549
TOTAL	612		31	582

6. Stocks de matières premières et en cours de production

En prévision des étapes d'industrialisation, Crossject a procédé depuis 2020 à la séparation des stocks de matières premières et d'en-cours de production :

a) Valeur Brute

Valeur Brute	31/12/2025	31/12/2024
Stocks de matières premières	2 365	2 255
Stocks d'en cours de production	2 315	2 459
Total	4 680	4 714

b) Provisions pour dépréciation

La provision comptabilisée correspond à la dépréciation calculée sur les stocks principalement sur les en cours de production.

	31/12/2025	31/12/2024	Méthode utilisée pour le calcul de la dépréciation
Matières premières et autres approvisionnements	222	285	Cf § 4 - G
Encours de production	965	1 011	Cf § 4 - G
Total	1 187	1 296	

7. Créances

Créances clients et comptes rattachés	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances clients Factures émises (Contrat BARDA)	903	903	
Créances clients Factures à établir (Contrat BARDA)	1 072	1 072	
TOTAL GENERAL	1 975	1 975	

Avance et acomptes versés sur commande et autre créances	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Avances et Acomptes versés sur commande	212	212	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	2	2	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etats	3 611	3 611	
Autres Créances	91	91	
TOTAL GENERAL	3 916	3 916	

8. Charges constatées d'avance, comptes de régularisation

	31/12/2025	31/12/2024
Charges constatées d'avance	310	223

	31/12/2025	31/12/2024
Frais d'émission d'emprunts	656	908

Les charges constatées d'avance sont composées de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée.

Les frais d'émission d'emprunt correspondent principalement aux frais liés à l'emprunt obligataire HCM

9. Disponibilités

	31/12/2025	31/12/2024
Comptes bancaires	1 477	7 036
Comptes à terme	3 603	-
Compte bancaires	5 080	7 036

10. Capitaux propres

a) Composition du capital social :

Le capital social est composé de 52 252 028 actions de 0,10 € de nominal ; 13 774 952 actions sont détenues au nominatif don 10 463 949 avec un droit de vote double.

b) Variation des capitaux propres sur la période

	Capital (Cf 8.2)	Prime d'émission	RAN	Résultat	Subvention d'investissem ent	Capitaux propres
31 décembre 2024	4 554	7 192	(2 595)	(12 795)	972	(2 672)
Affectation résultat 2024			(12 795)	12 795		-
Actions gratuites	36	(36)				-
BSA		1				1
3eme Rés AG juin2025		(7 000)	7 000			-
Augmentation de Capital Cash	369	4 800				5 169
Frais d'augmentation de capital		(355)				(355)
Remboursement en actions des OCAs	266	3 576				3 842
Quote-part de frais d'émission OC		(410)				(410)
Subventions virées au résultat					(80)	(80)
Résultat 2025				(10 368)		(10 368)
31 décembre 2025	5 225	7 768	(8 390)	(10 368)	892	(4 873)

c) Instruments financiers dilutifs

i. Actions gratuites

Au cours de l'année 2025, 364 000 actions ont été définitivement acquises aux bénéficiaires dont 4 000 par cession des actions auto détenues et 360 000 actions par créations d'actions nouvelles.

Au 31 décembre 2025, 990 700 actions attribuées gratuitement sont en cours d'acquisition et pourront se traduire par une augmentation de capital si les conditions d'acquisition sont respectées.

ii. Obligations

- Au titre de l'ensemble des OCAs détenus par Heights Capital Management en circulation à la clôture, le nombre d'action potentiel est compris entre 2 773 413 et 4 589 998 :
 - 2 773 413 actions maximum, en cas de conversion par l'Investisseur de la totalité des 102 OCAs au prix de conversion de 1,655 euros (lequel est susceptible d'ajustements), et,
 - 4 589 998 actions maximum, en cas d'option par la société pour un amortissement en actions nouvelles des 102 OCAs (au prix plancher de 1 euro et dans la limite de détention de 9,99% du capital de la Société par l'Investisseur)

- Au titre des Obligations émises en novembre 2025 auprès de Vatel
 - Les obligations convertibles peuvent donner lieu à la création d'un maximum de 1 886 790 actions ordinaires nouvelles. Le prix de conversion des Obligations Convertibles a été fixé à 2,65 euros par Action Nouvelle, soit une prime de conversion de de 9,8% par rapport à une moyenne pondérée des cours de clôture sur les 10 derniers jours et 20,5% sur une moyenne pondérée des cours de clôture sur les 20 derniers jours, au 13 Novembre 2025.

iii. BSA

Les 3 635 756 BSA émis en décembre 2024 peuvent donner le droit de souscrire un total de 4 544 695 actions au prix de 2,25 euros l'action (quatre BSA donnant le droit de souscrire cinq actions ordinaires).

Au cours de l'exercice, 250 actions ont été créées par exercice de BSA

d) Résultat par action

	Résultat net	Nombre d'actions		Résultat par action	
	de la période	Non Dilué	Dilué	Non Dilué	Dilué ⁽¹⁾
31-déc-25	- 10 368	52 252 028	64 263 961 ⁽¹⁾	-0,19 €	NA
31-déc-24	- 12 795	45 539 227	59 238 787	-0,28 €	NA

(1) Le nombre d'actions total pouvant être émises 990 700 au titre des actions gratuites, 4 589 998 au titre des OCA s, 1 886 790 au titre des obligations « Vatel » et 4 544 445 au titre des BSA soit un total de 12 011 933 actions.

11. Subvention d'investissement

Les subventions d'investissement reçues en juillet 2024 pour un montant de 1 044 k€, s'inscrivent dans le cadre de l'appel à projets « i-Démo » du plan France 2030 opéré par Bpifrance pour le compte de l'Etat.

A la clôture de l'exercice, 80 k€ ont été virés au compte de résultat soit un montant net de 892 k€

12. Avances conditionnées

Au 31 décembre 2025 Crossject bénéficie d'avances conditionnées décrites au 4-m

Avances conditionnées	Montant Brut	A un an au Plus	A plus d'un an
Aide à la réindustrialisation	100	50	50
Avance PIAVE	3 816	2 240	1 576
Avance PIAVE SAFE Adrénaline	75	75	0
Avance Projet Innovah	696		696
Total des avances conditionnées	4 687	2 365	2 322

13. Provisions pour risques et charges

	A l'ouverture	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	A la clôture
Provision pour charges	271	3			274 (1)
Provision pour risques	639	693			1 332 (2)
TOTAL	910	696			1 606

- (1) Les provisions pour charges correspondent aux indemnités de départ en retraite (cf§4 – o)
(2) Les provisions pour risques concernent des risques identifiés avec des tiers (969 k€) et des litiges prud'hommaux (363 k€).

La société a engagé une procédure contre la société CENEXI, un de ses anciens fournisseurs afin d'être indemnisée du préjudice dont elle l'estime responsable. A cette occasion, ce fournisseur a formé une demande reconventionnelle indemnitaire contre la société. La société considère qu'en l'état de cette procédure, il n'y a pas lieu de constituer une provision.

14. Emprunts et dettes financières

a) Emprunts obligataires convertibles :

Nature	A l'ouverture	Augmentation	Conversion (1)	A la clôture
Solde à rembourser sur OC échues	18			18
Obligations HCM	5 460	2 496	3 366	4 590 (2)
Obligations Vatel		5 000		5 000 (3)
TOTAL	5 478	7 496	3 366	9 608

- (1) Aucune obligation n'a été remboursée en numéraire
(2) Au jour de l'établissement des états financiers, suite à la conversion de 22 OCAs en 592 525 actions nouvelles, et à une demande de conversion à effectuer avant le 1er avril de 10 OCAs en 244 712 actions nouvelles, 70 OCAs étaient en circulation représentant un montant en principal de 3 240 000.
(3) Détail des obligations Vatel

Tranche	Nombre	Nominal	Total	Maturité	Taux
OC 1	2.000.000	1€	2 000	3 ans	7,5%
OC 2	2.000.000	1€	2 000	4 ans	8,5%
OC 3	1.000.000	1€	1 000	5 ans	9,5%

<i>Emprunts obligataires convertibles</i>	<i>Montant Brut</i>	<i>A un an au Plus</i>	<i>De 1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>
Solde à rembourser sur OC Echues	18	18		
Obligations HCM	4 590	3 690 (1)	900	
OC VATEL 1	2 000		2 000	
OC VATEL 2	2 000		2 000	
OC VATEL 3	1000		1 000	
<i>Emprunts obligataires convertibles</i>	9 608	3 708	5 900	

- (1) L'échéance à moins d'un an intègre les remboursements contractuels et les remboursements anticipés effectués sur le premier trimestre 2026 dont le montant s'élève à 945 K€.

b) Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédits :

• b-1 Mouvements de l'exercice

Nature	A l'ouverture	Augmentation	Remboursement	A la clôture
Prêts garantis par l'état	2 570		1 644	926
Emprunts bancaires	4 734	750	1 490	3 994
Emprunts BPI	5 565		275	5 290
Intérêts courus à payer	4		4	
TOTAL	12 873	750	3 416	10 210

• b-2 Echéance

<i>Etats des dettes financières</i>	<i>Montant Brut</i>	<i>A un an au Plus</i>	<i>De 1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>
Prêts garantis par l'état	926	926	0	
Emprunts bancaires	3 990	1 650	2 340	
Emprunts BPI	5 290	756	2 927	1 607
Intérêts courus à payer	4	4		
<i>Emprunts auprès des établissements de crédits</i>	10 210	3 336	5 267	1 607

c) Emprunt et dettes financières diverses :

• c-1 Mouvements de l'exercice

Nature	A l'ouverture	Augmentation	Remboursement	A la clôture
ID VECTOR (1) (2)	2 600			2 600
Intérêts courus à payer	116		86	30
TOTAL	2 716		86	2 630

• c-2 Echéances

<i>Emprunts Divers</i>	<i>Montant Brut</i>	<i>A un an au Plus</i>	<i>De 1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>
ID VECTOR (2)	2 600		2 600 (1)	
Intérêts courus à payer	30	30		
<i>Emprunts Divers</i>	2 630	30	2 600	0

(1) Selon l'échéancier prévu, des remboursements devraient être opérés au cours de l'exercice 2026. Cependant compte tenu des caractéristiques de l'emprunt (voir ci-après) et des perspectives de revenu pour 2026, les remboursements seront probablement différés après 2026.

(2) Caractéristique du financement.

Crossject a contracté un financement de 2,6 M€ le 18 novembre 2019 sous forme de Notes de droit anglais intégralement assuré par le fonds IdVectoR Science & Technology Investments (« IdVectoR »), un investisseur européen de long terme spécialisé dans le financement non dilutif des technologies avancées. Cette dette est à maturité au plus tard le 30 juin 2028.

Le montant des intérêts est exclusivement indexé sur le chiffre d'affaires de Crossject. Il représente un pourcentage du montant des ventes réalisées, décroissant avec le temps et variable selon le type de produit ou de prestations vendus. Selon les estimations du management, ce mécanisme de remboursement revient globalement à un faible pourcentage des revenus (inférieur à 10% dans tous les scénarios envisagés) de Crossject sur la durée de l'emprunt.

Du fait des modalités de remboursement, l'investisseur prend le risque de ne pas être remboursé du montant apporté de 2,6 M€ si les ventes de la société venaient à être insuffisantes. En contrepartie, il pourrait percevoir au total sur la durée un montant significativement supérieur au montant apporté de 2,6 M€ en cas de succès commercial de Crossject.

Le financement est éventuellement remboursable par anticipation par Crossject, ou à la demande de l'investisseur en cas de changement de contrôle ou dans les cas habituels pour un financement (changement de circonstance juridique rendant illégale la poursuite du contrat, cas de défaut). Le montant à rembourser serait alors fixé à un multiple du montant investi, variable selon la période et le cas de remboursement anticipé, et diminué des montants déjà remboursés. Le remboursement du principal, augmenté des intérêts, est plafonné à un maximum de quatre (4) fois le montant investi, les multiples supérieurs ne trouvant à s'appliquer que dans les hypothèses de succès commercial, correspondant aux scénarios les plus favorables pour les actionnaires.

Au titre de l'année 2025, compte tenu du chiffre d'affaires visé par le contrat, aucun remboursement de nominal ou d'intérêt n'a été opéré.

(3) Garantie du financement

Le Financement est garanti par une Fiducie créée à cet effet et dénommée « Crossject Industrial Property » et est gérée par un fiduciaire français (société de gestion agréée par l'Autorité des marchés financiers). Crossject a apporté à la fiducie des actifs de propriété industrielle et intellectuelle portant sur un portefeuille de brevets concernant le dispositif d'injection et la marque ZENEO®. Crossject gèrera et exploitera ce portefeuille à travers une licence qui lui est consentie.

Le contrat de fiducie prendra fin :

- Si l'ensemble des paiements effectués par l'émetteur au profit du souscripteur atteint au moins 170 % du montant investi, les actifs mis en fiducie (propriété intellectuelle, etc.) sont restitués à l'émetteur, le contrat de fiducie est terminé, et toutes les garanties associées cessent. Le contrat continue, et les paiements d'intérêts et de principal doivent se poursuivre jusqu'à atteindre le plafond contractuel (ou la maturité).
- Ou à terme, au 30 juin 2028.

Même dans l'hypothèse où la sûreté viendrait à être réalisée, Crossject conservera tous les contrats commerciaux en cours avec ses clients ainsi que des droits exclusifs sur les domaines thérapeutiques pour lesquels les actifs de propriété intellectuelle sont actuellement exploités, jusqu'à la fin ou la résiliation de cette licence. Ainsi, Crossject poursuivra les contrats en cours et le développement de son activité.

Les actifs transférés en fiducie avaient une valeur comptable en coût historique égale à zéro dans les comptes de Crossject.

15. Dettes Fournisseurs et comptes rattachés

	31/12/2024	31/12/2025	A un an au Plus
Fournisseurs factures reçues	3 902	3 876	3 876
Fournisseurs factures à recevoir	652	524	524
Fournisseurs et comptes rattachés	4 554	4 400	4 400

16. Autres dettes :

Dettes fiscales et sociales	31/12/2024	31/12/2025	A un an au Plus
Personnel	848,00	858,00	858,00
Organismes sociaux	719,00	667,00	667,00
Impôts et taxes	130,00	77,00	77,00
Autres dettes	1	1,00	1,00
Dettes fiscales et sociales	1 698,00	1 603,00	1 603,00

17. Dettes sur immobilisations :

Au 31 décembre 2025, la société n'a pas de dettes sur immobilisations comme au 31 décembre 2024

18. Charges à payer

	31/12/2025	31/12/2024
Fournisseurs factures non parvenues	525	653
Congés payés	551	545
Provisions pour primes et intéressement	288	283
Charges sociales sur congés payés et primes	376	428
Total	1 740	1 909

19. Produits à recevoir

	31/12/2025	31/12/2024
Factures à Etablir BARDA	1 072	1 064
Id Vector	40	12
Aides	1	1
Total	1 133	1 077

20. Produits constatés d'avance

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Produits constatés d'avance (1)	616		56	560

- (1) Les produits constatés d'avance correspondent à la plus-value constatée lors du lease-back Immobilier rapportée au résultat sur la durée du bail contracté avec le crédit bailleur.

21. Produits d'exploitation

a) Chiffres d'affaires

Néant

b) Production immobilisée

La production immobilisée comptabilisée au cours de la période s'élève à 2 430 K€

c) Subventions d'exploitation

	31/12/2025	31/12/2024
Subvention Plan de relance		1 225
Subvention Aide à l'emploi	56	34
Total	56	1 259

d) Subventions d'investissement

	31/12/2025	31/12/2024
Quote-part de subvention viré au compte de résultat	80	72

e) Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions

	31/12/2025	31/12/2024
Indemnités de fin de carrière	9	148
Stock	345	655
Total	354	803

f) Autres produits

	31/12/2025	31/12/2024
Produits BARDA	11 928	8 166
Autres Produits	173	2
Total	12 101	8 168

g) Résultat financier

Le résultat financier est de (1 578 K€). Il était de (1 428 K€) au 31 décembre 2024.

h) Intérêts et charges assimilés

	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts sur emprunt	(1 144)	(1 076)
Intérêts sur dettes obligataires	(296)	(334)
Total	(1 440)	(1 410)

i) Contrat de liquidité

	31/12/2025	31/12/2024
Pertes sur contrat de liquidité	(30)	(141)
Total	(30)	(141)

j) Opération de change

	31/12/2025	31/12/2024
Pertes de change	(299)	(136)
Gains de change	110	195
Total	(189)	59

k) Titres en auto contrôle

	31/12/2025	31/12/2024
Reprise de provision titre en autocontrôle	31	
Dotation de provision titre en autocontrôle		(31)
Attribution de titres en autocontrôle	(42)	
Total	(11)	(31)

l) Autres résultats financiers

	31/12/2025	31/12/2024
Produits sur compte à terme	92	53

22. Résultat exceptionnel

Pour se conformer aux dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2022-06 relatif au PCG), les sommes antérieurement comptabilisées en résultat exceptionnel, ont été comptabilisées dans les postes de charges par nature en résultat d'exploitation. (Cf §3)

Au 31/12/25, la société n'a pas comptabilisé de résultat exceptionnel

23. Impôt sur les bénéfices

a) Crédits d'impôt

	31/12/2025	31/12/2024
Crédit d'impôt recherche	2 818	2 825
Total	2 818	2 825

b) Déficits fiscaux

Les déficits fiscaux reportables dont dispose la société s'établissent à 171 186 au 31/12/2025. Compte tenu de la législation actuellement en vigueur, ces reports déficitaires ne sont pas limités dans le temps.

24. Engagements de crédit bail

	Valeur à la signature du Contrat	Coût d'entrée à l'actif	Dotations aux amortissements théoriques		Valeur nette
			De l'exercice	Cumulées	
Immobilier	4 672		306	560	4 112
Matériels et Outillages	44		4	35	9
Total	4 716		310	595	4121

	Redevances payées		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	De l'exercice	Cumulées	A mois d'un an	de Un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Immobilier	522	722	516	2065	2665	
Matériels et Outillages	4	9	4	5		1
Total	526	731	520	2070	2665	

25. Engagements reçus

a) Contrat de licence ZENEO® Méthotrexate Chine

Le contrat, signé le 30 août 2015, prévoit le paiement d'une rémunération de 3 M€ à la date d'obtention de l'autorisation de mise sur le marché en Chine. Aucun versement n'a été reçu.

Au 31 décembre 2025, la société n'a reçu aucun autre engagement.

À la connaissance de la Société, ce contrat demeure en vigueur sans limitation de durée spécifique tant que le produit concerné n'a pas obtenu son autorisation de mise sur le marché.

b) Contrat de licence ZENEO® Méthotrexate avec Sayre Therapeutics pour l'Inde, le Népal, le Sri Lanka, le Bangladesh

Le contrat, signé le 11 août 2015, prévoit, en plus de prix de vente unitaires, des paiements de montants en euros à deux chiffres liés aux franchissements de paliers de ventes de Sayre de 1m€, 2,5m€ et 4m€. Aucun versement n'a été reçu.

Au 31 décembre 2025, la société n'a reçu aucun autre engagement.

À la connaissance de la Société, ce contrat demeure en vigueur sans limitation de durée spécifique tant que le produit concerné n'a pas obtenu son autorisation de mise sur le marché.

c) Contrat de licence ZENEO® Hydrocortisone USA & Canada

En juin 2021, la société a signé un accord qui porte principalement sur la licence, la distribution et la promotion, pour une durée de 10 ans à partir du lancement commercial, sauf à ce que Crossject ou Eton n'exerce certaines clauses de retrait, par exemple si le minimum de ventes n'a pas été atteint ou si certaines échéances de développement n'ont pas été respectées.

Eton a versé :

- 500 k\$ à la signature (Cf § 17 – a),
- 500 k\$ en 2022
- et versera à Crossject :
- 500 k\$ sous certaines conditions de timing et d'absence de produits concurrents directs
- 1 500 k\$ à l'obtention de l'Autorisation de Mise sur le Marché,
- 2 000 k\$ à l'obtention de l'Autorisation de Mise sur le Marché aux US et la confirmation que Crossject peut livrer son premier lot commercial

À la connaissance de la Société, ce contrat demeure en vigueur sans limitation de durée spécifique mais se terminera 10 ans après le lancement commercial du produit. Les 2 derniers jalons de versement restent actifs.

26. Engagements donnés

a) Sofigexi

Selon le protocole d'accord du 29 septembre 2011 (remplaçant celui du 31 mars 2008), Sofigexi doit percevoir une redevance de 2% du chiffre d'affaires à partir de l'année suivant l'année où Crossject cumule 15 M€ de ventes de dispositifs, redevance plafonnée à 17 M€. A ce jour aucun chiffre d'affaires n'a été réalisé à ce titre.

À la connaissance de la Société, ce contrat demeure en vigueur sans limitation de durée spécifique

b) Schott AG

Selon l'accord commercial signé le 23 décembre 2013, Crossject devra verser à Schott AG, à la commercialisation du dispositif Zénéo® et jusqu'en 2028, une redevance de 10% du prix d'achat brut des tubes en verre trempé pour l'utilisation non exclusive des brevets DE 10 2004 037 491 B4, US 7 805 962 B2 et IT 1366512 dans la limite de 5M€.

Aucun versement n'a eu lieu en 2025.

c) Contrat de licence ZENEO® Adrénaline

Crossject a racheté les droits de développement et de commercialisation de ZENEO® Adrénaline, sans contrepartie numéraire à la signature avec versement de royalties calculées sur la base d'un pourcentage à un chiffre des ventes du produit par Crossject.

Cet engagement expirera au 31 décembre 2031

A ce jour aucun chiffre d'affaires n'a été réalisé à ce titre.

d) Indemnités

Conformément à la décision du conseil de surveillance en date du 19 novembre 2013, Mr Patrick Alexandre percevra une indemnité de fin de mandat d'un montant équivalent à une année de rémunération fixe.

e) Programmes Investissements d'avenir – Projets industriels d'AVENIR (PIAVE)

Le remboursement des Avances Récupérables tient compte d'un taux d'actualisation annuel de 1.17% (modalités décrites ci-dessous) :

- | | |
|-------------------------------|----------|
| ○ Echéances à moins d'un an : | 2 240 K€ |
| ○ Echéances à plus d'un an : | 1 576 K€ |

Modalité du calcul d'actualisation :

Les montants $M(m)$ des versements de l'avance et des versements du remboursement survenus le mois (m) sont ainsi ramenés aux conditions économiques du mois $(m0)$ de signature du contrat selon le calcul suivant :

$$M(m0) = M(m) (1.0XX)^{(-n/12)} \quad XX = \text{taux d'actualisation et } n \text{ le nombre de mois écoulés entre } (m0) \text{ et } (m).$$

En cas d'échec technique ou commercial, le remboursement de cette aide ne sera pas exigible.

A compter du dernier remboursement selon l'échéancier ci-dessus, et dès que le chiffre d'affaires et/ou le montant des revenus HT cumulés générés par l'exploitation des produits et services résultants des investissements et/ou intégrant les développements réalisés dans le cadre du projet, sera supérieur ou égal à 40 000 000 € (quarante millions d'euros), la société devra verser pendant 5 ans (cinq ans) un intéressement de 1,5% (un virgule cinq pour cent) desdits chiffres d'affaires ou revenus annuels HT. Ce remboursement complémentaire est plafonné à 4 000 000€ (quatre millions d'euros).

Le cas échéant et dans la limite du montant des aides récupérables effectivement versées, la société devra verser :

- 45% (quarante-cinq pour cent) des produits hors taxes générés par la cession de titres de propriété intellectuelle issus du projet, ainsi que de la cession des prototypes, préséries et maquettes réalisés dans le cadre du projet.
- 45% (quarante-cinq pour cent) du produit hors taxes, des concessions de droits d'exploitation des titres de propriété intellectuelle Issus du projet perçus au cours de l'année calendaire précédente.

En tout état de cause,

- La période totale incluant les remboursements forfaitaires et le remboursement complémentaire est limitée à 15 ans (quinze ans) à compter de la première échéance du remboursement forfaitaire
- Si aucun remboursement n'est intervenu dans un délai de 10 ans (dix ans) à compter du dernier versement de l'aide, le présent contrat sera résilié de plein droit sans autre formalité et la société sera déliée de toute obligation de paiement de retours financiers.

f) Nantissement

En garantie du prêt de 1M€ accordé en 2018 par la caisse d'Épargne, la société a donné un nantissement sur son portefeuille de brevets attachés au dispositif d'injection à hauteur de 624 000€.

En garantie du prêt de 1 M€ accordé en 2018 par la Caisse d'Épargne, la Société avait consenti un nantissement sur son portefeuille de brevets attachés au dispositif d'injection, à hauteur de 624 000 euros. Ce prêt ayant été intégralement remboursé au 31 décembre 2025, le nantissement correspondant est devenu caduc.

27. Informations au titre des opérations réalisées avec les principaux actionnaires et les organes d'administration, de direction ou de surveillance

a) Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

b) Opérations réalisées avec les organes de surveillance

Nom	Partie liée	Intérêts pour la Société	Montant facturé en 2025 (K€)
Ultrace	Yannick Pletan membre du conseil de surveillance	Conseil Scientifique	7
Kadima Capital	Daniel Tepper membre du conseil de surveillance	Conseil Scientifique	37
	Jean François Loumeau membre du conseil de surveillance	Conseil Stratégique pour les activités internationales de Crossject et développement commercial aux Etats Unis	10

28. Effectifs

a) Effectif de clôture

Au 31 décembre 2025, la société employait 103 personnes.

b) Informations relatives à l'effectif par catégorie

Catégorie	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvrier	12,72
Employés, techniciens, agents de maîtrise	42,20
Cadre et ingénieur	57,04

29. Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés concernant les filiales & participations détenues à plus de 50%

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
CROSSJECT PHARMA	100	-58	100	100	100	0	0	0	- 10	0
CROSSJECT US en \$	9	75	100	9	9	0	0	79 k\$	2	0

La société ne détient aucune autre filiale ou participation

30. Comptes consolidés

Ne dépassant pas 2 des 3 seuils fixés par l'art. R233-17 (effectif inférieur à 250 salariés et chiffre d'affaires annuel inférieur à 60 M€), et en application de l'art R233-15 du Code de commerce, Crossject est exempté de l'établissement de comptes consolidés.

31. Honoraires des commissaires aux comptes

Catégorie	PWC
Honoraires afférents à la certification des comptes 2025	51 k€
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes (1)	27 k€
Total	78 k€

- (1) Les services autres que la certification des comptes incluent les services dont la fourniture est requise par la réglementation ainsi que les services fournis à la demande des entités contrôlées: audits contractuels, lettres de confort, attestations, procédures convenues, consultations et travaux liés aux changements de normes comptables, due diligence d'acquisition, audits de procédures et de systèmes d'information et services fiscaux n'affectant pas l'indépendance des commissaires aux comptes.